

Rapport Financier Annuel

Exercice clos le 31 décembre 2009

Coheris
22 quai Gallieni
92150 Suresnes
Tél. : +33 (0)1 57 32 60 60
Fax : +33 (0)1 57 32 62 00



Préambule

Le présent rapport financier comprend :

- les comptes consolidés du groupe Coheris établis selon les normes IFRS pour l'exercice 2009 ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent,
- les comptes sociaux de la société Coheris établis selon les normes comptables françaises pour l'exercice 2009 ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent.

Les comptes sociaux et consolidés ont été examinés et arrêtés par Conseil d'Administration de la société Coheris le 11 mars 2010.

Sommaire

1. Attestation du Responsable du document	3
2. Rapport de gestion	3
2.1. Activité du groupe	4
2.2. Présentation des comptes consolidés	13
2.3. Présentation des comptes sociaux et affectation du résultat	16
2.4. Capital de la Société	19
2.5. Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce	24
2.6. Administration et contrôle	25
2.7. Annexe 1 : Résultats des cinq derniers exercices	27
2.8. Annexe 2 : Inventaire des titres de participation	28
3. Comptes sociaux	29
3.1. Bilan et compte de résultat	29
3.2. Annexe aux comptes sociaux	32
4. Comptes consolidés en normes IFRS	46
4.1. Bilan consolidé	46
4.2. Compte de Résultat consolidé	47
4.3. Tableau consolidé de variation des capitaux propres	48
4.4. Tableau consolidé des flux de trésorerie	49
5. Honoraires des Commissaires aux Comptes	67
6. Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux	68
7. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	70

1. Attestation du Responsable du document

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés et les comptes sociaux présentés dans le présent Rapport Financier Annuel 2009 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et le rapport de gestion ci-joint, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Suresnes, le 30 avril 2010

Fabrice ROUX,

Président Directeur Général.

2. Rapport de gestion

Etabli par le Conseil d'Administration et présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 23 juin 2010

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société et de ses filiales durant l'exercice clos le 31 décembre 2009 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes.

2.1. Activité du groupe

2.1.1. Situation de Coheris et évolution de l'activité pendant l'exercice écoulé

L'année 2009 restera pour Coheris une année de charnière dans le recentrage du Groupe sur son métier d'éditeur de logiciels.

En effet, l'ensemble des activités qui n'entraient pas dans le périmètre stratégique du Groupe ont été cédées entre la fin du 3^{ème} et le début du 4^{ème} trimestre 2009.

Ainsi Coheris a cédé :

1. directement :

- l'intégralité de ses activités « Global Services » de Paris (services aux entreprises en mode SSII)
- la société Infocat, filiale anglaise acquise en 2002, dont l'activité résidait essentiellement dans la vente et le déploiement de logiciels de gestion de grands éditeurs dans les secteurs bancaires et financiers en Angleterre. Cette société n'était plus le relais efficace de l'activité du groupe sur le territoire anglais et ne s'inscrivait donc plus dans le plan stratégique de Coheris.

2. indirectement :

- l'intégralité de ses activités « Global Services » de Lyon (services aux entreprises en mode SSII) pour Coheris Rhône Alpes ;
- son activité « support nomade » consistant en l'assistance et le dépannage technique pour la société Coheris FDV.

Compte tenu de ces cessions d'activités, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant sont publiés sur la base du périmètre du Groupe au 31 décembre 2009. De ce fait, le compte de résultat 2008 a été retraité en proforma sur la base de ce nouveau périmètre afin de permettre une parfaite comparabilité entre les exercices 2009 et 2008 (sauf indication contraire, les chiffres indiqués dans le présent rapport au titre de 2008 sont proforma pour l'ensemble des postes constituant le résultat opérationnel courant).

Sur 2009, Coheris a donc enregistré un chiffre d'affaires de 21 404 K€ contre 22 522 K€ en 2008 ce qui représente une baisse de 5%.

Cette diminution est essentiellement due à une fin d'année difficile où les affaires se sont complexifiées, notamment par des glissements de projets ou des décisions différées.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 1 760 K€ contre 2 956 K€ en 2008.

Au 31 décembre 2009, Coheris affiche une structure financière saine avec des fonds propres de 17 891 K€, une trésorerie nette de 5 488 K€ et un endettement financier de 588 K€.

Enfin, en juillet 2009, Coheris a regroupé la majeure partie de ses équipes sur son nouveau siège social situé au 22 quai Gallieni – 92150 Suresnes.

Les équipes de Boulogne, Courbevoie et partiellement Cergy ont été regroupées sur un site unique afin de faciliter les échanges indispensables entre les différents services et profiter au mieux des synergies en matière commerciale et de recherche et développement principalement.

Par ailleurs ce regroupement en un site central permettra de dégager une économie de près de 350 K€ par an.

2.1.2. Activité des filiales

Toutes les filiales de Coheris sont détenues à 100% par Coheris. Le solde des titres Coheris Harry a été acquis par la société Coheris SA au cours du premier semestre 2009. Les sociétés sont liées par des contrats ou conventions de trois types :

- des conventions d'assistance technique, par lesquels Coheris SA apporte aux filiales des prestations de service dans les domaines suivants : communication et marketing, commercial, administratif et financier. Ces conventions font l'objet de facturations sur la base des besoins des filiales. En 2009 les facturations à ce titre se sont élevées à 814 K€ (781 K€ en 2008).

- une convention de gestion centralisée de trésorerie, prévoyant la rémunération trimestrielle des comptes entre sociétés à un taux indexé sur Eonia +1. En 2009, Coheris a facturé à ce titre 22K€ aux filiales (22 K€ en 2008) et les filiales ont facturé 89 K€ à Coheris (142 K€ en 2008).

- des contrats commerciaux ou des commandes portant sur les cessions de licences ou la fourniture de services. En 2009, les facturations de Coheris se sont élevées à 784 K€ (607 K€ en 2008). Les filiales ont facturé 559 K€ à Coheris (402 K€ en 2008) et se sont facturées 94 K€ entre elles (220 K€ en 2008).

- un contrat de distribution de licences et de maintenance entre la société DataXpresso et Coheris SA (Ex Spad). En 2008, la facturation de DataXpresso à Coheris s'est élevée à 1 031 K€ (1 148 K€ en 2008)

Un groupe d'intégration fiscale est composé de Coheris SA et Coheris Rhône-Alpes.

Le tableau des filiales et participations de l'annexe de Coheris SA donne des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de la société, informations complétées par les éléments ci-dessous.

Coheris Rhône-Alpes

Coheris Rhône-Alpes exerce une activité de services informatiques dédiés aux Grands Comptes de la région Rhône-Alpes sur des activités spécialisées (Business Intelligence et Portails Intranet) et d'intégration des logiciels développés par le groupe Coheris.

La société a procédé à la cession de son activité « Global Services » au 30 septembre 2009 à la société Aldheris.

A l'issue de cette cession d'activité, l'effectif de la société est de 7 personnes.

Coheris Rhône-Alpes a réalisé un chiffre d'affaires de 3 031 K€ et un résultat d'exploitation de -261 K€. Le résultat net de la société ressort à 341 K€ après prise en compte de la plus value de cession.

Coheris InfoCat Ltd

Coheris InfoCat exerce une activité de vente de logiciels de gestion en partenariat de grands éditeurs mondiaux comme Cognos (racheté par IBM) et d'intégration de logiciels Coheris chez de grands comptes en Angleterre principalement dans les secteurs bancaires et financiers.

Les parts sociales de la société Coheris Infocat ont été cédées le 3 novembre 2009 à Messieurs Stephen Waters et David Usherwood.

A la date de cession (soit 10 mois), le chiffre d'affaires réalisé par la société s'établit à 833 K€ pour un résultat d'exploitation de - 66 K€.

Coheris Switzerland

Coheris Switzerland, installée à Zurich, exerce une activité de vente et d'intégration de logiciels Coheris auprès de grands comptes en Suisse, en Allemagne et en Italie.

Le chiffre d'affaires 2009 s'élève à 361 K€ contre 425 K€ en 2008, soit une baisse de 25 %. La marge opérationnelle ressort à - 30 K€ en 2009 contre - 98 K€ en 2008.

Coheris Harry

Coheris Harry est éditeur de logiciels de Business Intelligence. Elle réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires dans la vente de licences et de maintenance auprès de grands comptes français et internationaux.

En 2009, Coheris Harry a réalisé un chiffre d'affaires de 3 603 K€ à comparer à 3 888 K€ en 2008, soit une baisse de 7 %. La marge opérationnelle ressort à 149 K€ en 2009 contre 397 K€ en 2008 pour un résultat net de 326 K€.

Au mois de juillet 2009, les équipes de la société Coheris HARRY ont été regroupées avec celles de la société Coheris S.A et transférés au 22 quai Gallieni- 92150 Suresnes.

Coheris FDV

Coheris FDV est éditeur de logiciels de CRM et propose une offre complémentaire à celle de Coheris dans le domaine de la gestion des Forces de Ventes.

Au 30 septembre 2009, Coheris FDV a cédé son activité « Support Nomade » à la société DS Line.

Hors retraitement lié à l'activité cédée, Coheris FDV a réalisé un chiffre d'affaires de 6 253 K€ contre 6 894 K€ en 2008 soit une baisse de 9 %. La marge opérationnelle s'établit à 485 K€ contre 436 K€. Après prise en compte de la plus value de cession et de l'impact de l'impôt correspondant, le résultat net de la société ressort à 448 K€.

DataXpresso

DataXpresso est éditeur de logiciels de Datamining et de Data Quality Management. Ces logiciels sont commercialisés et intégrés par la société anciennement dénommée SPAD qui a fusionné avec Coheris SA au cours de l'exercice 2007.

En 2009, DataXpresso a réalisé un chiffre d'affaires de 1 031 K€ contre 1 148 K€ en 2008. Le résultat opérationnel ressort à 442 K€ contre 398 K€ en 2008.

Coheris Benelux et Coheris Gmbh

Ces deux sociétés n'ont plus d'activité commerciale directe et n'ont plus de personnel sur place. Des clients actifs restent toutefois liés sous forme de contrat de maintenance. Ces contrats sont gérés par les équipes techniques, administratives et commerciales de Coheris SA. Pour des questions de rationalisation et d'optimisation administrative et commerciale, les fonds de commerce ont été transférés à Coheris sous forme de location gérance.

Par ailleurs concernant Coheris Benelux, bien que la société ait des capitaux propres négatifs, il n'est pas prévu de la recapitaliser. Coheris a l'intention de maintenir cette structure en activité et a à ce titre adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux sans limitation de temps ni de durée.

Coheris España

La société qui n'avait plus d'activité commerciale a été liquidée à la fin de l'année 2009 et était déconsolidées depuis l'exercice 2008.

2.1.3. Évolution récente et perspectives 2010

2.1.3.1. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement pouvant avoir une incidence significative sur les comptes n'est intervenu après la date de clôture.

2.1.3.2. Perspectives

En 2010, et malgré un manque de visibilité et l'attentisme des principaux donneurs d'ordre, Coheris se montre confiant dans sa capacité à ancrer durablement son modèle économique et à s'inscrire dans une démarche d'augmentation de la rentabilité et de génération de cash.

La stratégie menée avec succès depuis plusieurs exercices sur le métier de « l'Édition de Logiciels » se poursuivra en 2010 avec :

- un développement de l'activité et des opérations Marketing afin de promouvoir la renommée des logiciels développés. A cet effet, Coheris organisera notamment ses premiers « Coheris Community Days » au mois de juin 2010 et continuera à être présents sur les principaux salons du secteur,
- une accélération des synergies et des ventes croisées entre ses gammes de logiciels (CRM, Business Intelligence, datamining),
- la poursuite du développement de sa politique des ventes indirectes et des partenariats avec des intégrateurs et distributeurs afin de développer les ventes de licences et de maintenance,
- le maintien d'un niveau élevé d'investissement en R&D,
- un niveau de récurrence élevé sur ses revenus de maintenance, de licences et de services associés qui permet malgré un contexte économique dégradé de maintenir un bon niveau de visibilité et de marge.

Les activités de Recherche et Développement se sont poursuivies au cours de l'exercice tant chez Coheris SA que dans ses filiales Coheris Harry, Coheris FDV à Aix-en-Provence et DataXpresso. Ces travaux sont la suite des programmes de recherche engagés avec l'ANVAR depuis 1997 et portent sur le développement des progiciels commercialisés : notamment les différentes versions de Coheris CRM, Coheris Harry, Coheris FDV, Coheris SPAD.

Ils mettent en œuvre des technologies relatives aux systèmes de gestion de bases de données (relationnelles et vectorielles), aux serveurs d'applications et aux environnements de développement en architecture N-tiers.

Les activités de Recherche et Développement de Coheris se déclinent au travers de différentes missions. Il s'agit en phase amont du cycle de vie des progiciels, de travaux qui portent sur l'abstraction des besoins exprimés. Cette phase a pour objectif une mise en œuvre qui permet de conserver l'aspect générique de la solution. La phase amont inclut également la réalisation de prototypes destinés à des validations techniques et technologiques. Une partie de l'activité est également consacrée au développement, activité qui porte à la fois sur des fonctions génériques, pour enrichir les socles de développement, et sur des fonctions métier. Ces travaux font l'objet d'une phase complémentaire d'industrialisation destinée à conférer, en plus d'une compatibilité avec les socles technologiques, des qualités de robustesse et de performance aux progiciels. De manière permanente et transverse, une partie des activités de Recherche et Développement est consacrée à la veille technologique et à l'amélioration des aspects « qualité » des travaux.

C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 2009 les travaux ont principalement porté sur :

- Les versions 4.5 et 5.0 de Coheris CRM for the Web. La version 5 voit la généralisation des évolutions sur le plan ergonomique à l'ensemble de l'interface utilisateur de l'application. Une partie du modèle de données a été revue pour permettre des évolutions dynamiques lors de la phase de paramétrage. Cette version prévoit également la mise en œuvre d'une solution pour des utilisateurs nomades dont les solutions techniques ont été étudiées en 2009. Enfin, de nouvelles fonctionnalités enrichissent le produit ainsi que des assistants de paramétrage et des outils d'administration visant à simplifier la mise en œuvre de l'application en contexte client.
- Coheris Trade 2.4 destiné à la gestion des forces de vente, voit sa gestion du plan de charge des visites évoluer ainsi que la gestion des commandes. La version 4.0 a été lancée avec des évolutions du modèle de données à des fins d'amélioration de performances, la réalisation d'interface de synchronisation avec les systèmes de messagerie, la mise en place d'un système permettant aux intégrateurs de compléter les règles de gestion à l'aide d'un langage interne et de nombreuses fonctionnalités métier accompagnées des aspects reporting.
- Coheris Harry V8.1, offre de Coheris dans le domaine de la Business Intelligence. Les travaux ont porté sur les aspects localisations des données (multilingues), des évolutions visant à permettre une intégration avec un « métamodèle » de données, une gestion des droits d'accès aux objets et la parallélisation de la publication des applications. Des travaux d'étude sur l'intégration sous forme de portlets avec les principaux portails du marché ont également été réalisés.
- La version 7.3 de Spad a été poursuivie avec l'intégration du langage R.
- Les travaux sur la version Saas (Software as a Service) de Coheris DADSU ont été poursuivis sur l'exercice et complétés par la réalisation du Bilan social.

Le montant des frais de R&D immobilisés, hors frais de gestion, impact du CIR, frais de supervision et autre frais indirects s'élève à 2 801 K€ sur le groupe Coheris contre 2 884 K€ en 2008. L'effectif affecté à la recherche et au développement sur les produits est de 58 personnes.

Au titre de l'exercice 2009, les sociétés Coheris Harry, Coheris SA, DataXpresso et Coheris FDV ont bénéficié d'un Crédit d'Impôt Recherche 609 K€ autour de projets de recherche innovants dans les développements d'applications de CRM, de Business intelligence et de Datamining et leur intégration entre elles.

Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques et les contributions comptables des principaux programmes de R&D engagés par le groupe.

Domaine	Valeur nette au 31/12/2008	Frais de R&D capitalisés sur la période	Amort. de la période	Diminution	Valeur nette au 31/12/2009
CRM – Gestion du service client	1 802	1 238	1 308		1 732
CRM – Gestion des forces de ventes	1 228	712	749		1 191
Business Intelligence	927	585	577		935
Datamining	814	266	487		593
Helpdesk, Portail, Internet	38		6	14	18
Impact du Crédit Impôt Recherche	-777	-609	-494		-892
Total	4 032	2 192	2 633	14	3 567

Les chiffres présentés dans ce tableau intègre l'impact du changement de méthode lié au traitement du Crédit Impôt Recherche (cf. § 1.2.1.2. du présent rapport de gestion)

2.1.3.3. Evolution du périmètre en 2010

Au 1^{er} janvier 2010, Coheris a simplifié son organigramme juridique par la mise en œuvre de « transmission universelle de patrimoine » de ses principales filiales françaises détenues à 100 %.

Ainsi, à cette date, Coheris SA intègre en totalité les activités de :

- Coheris FDV
- Coheris Harry
- Coheris Rhône Alpes.

Plus qu'une formalité juridique, cette opération est la concrétisation du recentrage du Groupe sur le seul métier d'Editeur de Logiciels.

2.1.4. Faits exceptionnels et litiges

Les litiges ont fait l'objet de provisions en fonction du risque estimé.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige dont le risque envisagé nécessiterait un provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/09.

2.1.5. Principaux facteurs de risques

Les risques auxquels la société peut être confrontée sont présentés ci-dessous (les chiffres sont présentés en K€ sauf indication contraire) :

Risque client

Coheris a plus de 1200 clients toutes activités confondues. Les 10 clients les plus importants représentent 32 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Dans ces conditions, Coheris, n'est pas dépendant d'un client particulier.

En ce qui concerne les risques de défaillance financière, les clients de Coheris sont essentiellement des grandes entreprises qui ne présentent pas de risque de ce type.

Risque de taux

Échéancier des actifs et des dettes financières.

	A 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Actifs financiers	5 488	642	
Passifs financiers	-514	-74	
Position nette avant gestion	4 974	568	
Hors bilan			
Position nette après gestion	4 974	568	

1 point de variation des taux court terme impliquerait une variation de 21 k€ des produits financiers nets de frais sur l'exercice à venir. Les intérêts financiers se sont élevés à 32 k€ sur l'exercice 2008. De par sa faible exposition au risque de taux, la société n'a pas jugé utile de mettre en place de méthode de gestion de ce risque.

Risque de change

L'exposition du Groupe au risque de change est constituée principalement des ventes négociées en CHF avec les clients de la société Coheris Switzerland diminuées des dépenses et d'éventuels investissements et remboursements d'emprunts dans cette devise.

La position nette des actifs réalisables diminuée des passifs exigibles au 31/12/2009 est de 56 KCHF.

Compte tenu de cette faible exposition en devise, la société n'a pas mis en place de méthode de suivi et de gestion de ce risque.

Risque de liquidités

Tableau synthétique recensant l'ensemble des dettes financières auprès d'établissement de crédit par catégorie, par devise :

Type d'emprunt	Montant initial	Échéance	Nature du Taux	Existence de couvertures	Capital restant dû au 31/12/2009
Emprunt bancaire	150	2013	Fixe	NON	80
Emprunt bancaire	125	2011	Fixe	NON	42
Découvert bancaire	0	Na	Na	Na	
Total	275				122

Par ailleurs, la société dispose d'une trésorerie de 5 488 k€ au 31/12/2009, par conséquent le risque de liquidités est non significatif.

2.1.6. Situation de trésorerie et d'endettement

La trésorerie disponible et équivalents de trésorerie s'élèvent à 5 488 K€ contre 2 127 K€ au 31/12/2008.

Les dettes financières à moins d'un an s'élèvent à 514 K€. Les dettes financières à plus d'1 an s'élèvent à 74 K€.

La dette financière totale représente ainsi 588 K€ dont 226 K€ auprès des établissements de crédit. Le solde est essentiellement constitué de réserves de participation. Elle représente, comme en 2008, 3 % des capitaux propres du Groupe. La société est en situation de trésorerie nette positive de 4 900 K€ au 31/12/2009 contre 1 584 K€ à fin 2008.

Les flux de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 7 392 K€ sur l'exercice contre 2 812 K€ en 2008. Cette augmentation s'explique essentiellement par une amélioration du BFR au cours de l'exercice 2009 (+ 3 911 K€ au 31/12/09 contre - 1 865 au 31/12/08). Cette variation est due à un suivi rigoureux des encaissements clients mais également à la diminution du volume de factures sur le 4^{ème} trimestre en raison à la fois de la cession des activités « Global Services » et du fléchissement de fin d'année observé sur les ventes réalisées sur le périmètre « Editions de Logiciels ». Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements sont de - 2 254 K€ contre - 2 945 K€ en 2008. Il s'agit d'investissements en immobilisations corporelles et incorporelles (production immobilisée principalement) pour - 3 086 K€, d'acquisitions d'immobilisations financières pour - 153 K€ et des produits liés aux cessions d'actifs pour 991 K€. Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement sont de - 1 777 K€ dont - 439 K€ de versement de dividendes, 79 K€ d'opérations sur actions propres et - 1 343 K€ liés au paiement du dernier complément prix dans le cadre de l'acquisition de la société Harry Software en 2004. La variation de trésorerie sur l'exercice s'élève ainsi à 3 361 K€.

2.1.7. Politique sociale et environnementale

L'activité du Groupe n'entraîne pas d'impact spécifique sur l'environnement.

Coheris a adhéré en 2004 au Pacte Mondial des entreprises dit « Global Compact » créé en 1999 par le Secrétaire Général de l'ONU Kofi Annan et a souscrit aux principes énoncés dans le Pacte et issus de textes et de conventions internationales tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, les principes de Rio sur l'environnement et le développement. Ces textes sont disponibles sur le site www.unglobalcompact.org.

Cette adhésion traduit la volonté du Groupe de renforcer ses engagements et sa vigilance sur les questions sociales, éthiques et environnementales. Coheris s'engage ainsi à :

- soutenir et à promouvoir dans sa sphère d'influence les principes de «bonne gouvernance» énoncés dans le Pacte mondial ;
- faire clairement état de cet appui auprès de ses collaborateurs, partenaires et clients ;
- impliquer les parties prenantes et les associer à la démarche ;
- intégrer ces principes dans sa stratégie, sa culture et ses opérations quotidiennes,
- conduire ses activités en respectant à la fois les règles les plus strictes de l'éthique des affaires, les lois et règlements des pays et les principes de "bonne citoyenneté de l'entreprise".

En 2009, la société a poursuivi la mise en œuvre de sa politique sociale : les collaborateurs du groupe bénéficient d'un budget d'œuvres sociales, d'un plan d'épargne d'entreprise, d'une participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise dans les sociétés du groupe de plus de 50 salariés, d'un plan d'intéressement et de plans de stock options.

La société a poursuivi son action en matière d'environnement, pour le protéger, le préserver et le mettre en valeur, en luttant notamment contre le gaspillage, en appliquant au quotidien le tri et le recyclage des déchets, et en sensibilisant ses salariés dans les activités de bureau.

L'engagement en matière de droits humains se traduit dans les pratiques de la société par l'intégration d'une clause « Éthique et développement durable » dans ses relations d'affaires avec ses sous-traitants.

2.1.8. Montant de certaines charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts (Coheris SA)

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous portons à votre connaissance que 25 023 € de charges visées à l'article 39-4 dudit code ont été comptabilisées dans les comptes de Coheris SA au cours de l'exercice 2009.

2.2. Présentation des comptes consolidés

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 du Code de commerce, nous vous présentons ci-après les comptes consolidés de l'exercice écoulé que nous soumettons à votre approbation.

2.2.1. Comparabilité des comptes

Depuis le 1^{er} janvier 2005 les comptes consolidés sont établis conformément aux normes et interprétations IFRS adoptées par l'Union Européenne.

Le périmètre de consolidation a évolué comme suit entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2009 :

- La société Infocat a été cédée le 3 novembre 2009. Le résultat de cette filiale est donc pris en compte dans le résultat consolidé pour la période du 1^{er} janvier 2009 à la date de cession,
- Le solde des titres Harry a été acquis par la Coheris SA au cours du 1^{er} semestre 2009.

2.2.1.1. Activités cédées au cours de 2009

Compte tenu des cessions intervenues au cours de l'exercice, les comptes 2008 ont été retraités de l'impact des activités cédées afin de permettre une parfaite comparabilité entre exercices, et ce conformément aux normes IFRS. Ainsi le résultat opérationnel courant présenté au titre de 2008 et 2009 ne concerne que le périmètre de l'activité « Edition de Logiciels ».

Une rubrique « résultats des activités » a été utilisée pour intégrer :

- Sur 2009 : la contribution aux résultats du Groupe du 1^{er} janvier 2009 à la date de sortie (Revenus – charges affectables aux activités) augmentée du prix de cession pour les branches d'activité ou du résultat de consolidation pour la cession de titres,
- Sur 2008 : la contribution aux résultats du Groupe du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 (Revenus – charges affectables aux activités).

Le tableau ci-dessous présente le détail de l'impact des activités cédées au cours de 2009 au résultat :

Rubrique "Résultat des activités cédées"	
Contribution au résultat de la période	-571
Prix de cession et résultat de déconsolidation	1 218
Résultat des activités cédées	647
Impact à la rubrique "Charges d'impôt"	
Contribution au résultat de la période	-168
Prix de cession	460
Impact IS au résultat 2009	292

Au niveau du tableau de flux de trésorerie, s’agissant principalement de la cession de fonds de commerce, l’ensemble des actifs et passifs nés antérieurement à la cession ont été conservés par Coheris.

De ce fait, l’impact des cessions sur les flux de trésorerie liés à l’activité est non significatif.

Concernant les flux liés aux opérations d’investissements, l’impact correspond aux paiements des prix de cession perçus par Coheris au titre de 2009 et figure à la rubrique « Encaissement liés aux cessions d’immo. Corp. et Incorp. » pour un montant de 976 K€.

2.2.1.2. Changement de méthode lié au traitement du Crédit Impôt Recherche

Conformément à IAS 20 et un avis de la CNCC du 1^{er} décembre 2008, le Crédit Impôt Recherche a été traité comme une subvention à compter de l’exercice 2009.

Cette application entraîne un changement de méthode comptable impliquant le retraitement des Etats Financiers de 2008 (IAS 8).

Les impacts de ce changement de méthode comptable sur les Etats Financiers de 2008 publiés et les données 2008 reprises dans les Etats Financiers 2009 en comparatifs sont les suivants :

	Publié 2008	Impact changement de méthode sur capitaux propres	Impact changement de méthode sur résultat	2008 corrigé
COMPTE DE BILAN				
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	17 813	-650	-609	16 554
Amortissements immobilisations incorporelles	-12 944	164	318	-12 462
Immobilisations incorporelles (valeur nette)	4 869	-486	-291	4 092
Réserves et résultat consolidé	8 135	-486	-291	7 358
Capitaux propres	17 411	-486	-291	16 634
COMPTE DE RESULTAT				
Dotations aux amortissements	-3 459		318	-3 141
Autres produits et charges d'exploitation	173		-609	-436
Résultat opérationnel courant	2 522		-291	2 231
Résultat opérationnel	1 869		-291	1 578
Résultat opérationnel courant	1 210		-291	919
TABLEAU CONSOLIDE DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES				
Capitaux propres au 1/01/08	17 028	-486		16 542
Résultat exercice 2008	1 210		-291	919
Capitaux propres au 31/12/08	17 411	-486	-291	16 634

	Publié 2008	Impact changement de méthode	2008 corrigé
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE			
Résultat	1 210	-291	919
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3 805	-318	3 487
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	5 101	-609	4 492
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt	5 830	-609	5 221
Flux de trésorerie généré par l'activité	3 417	-609	2 808
Décassements liés aux acquisitions d'immo. corp. et incorp.	-3 250	609	-2 641
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-3 554	609	-2 945

2.2.2. Examen des comptes consolidés

Bilan Consolidé

Au 31/12/2009, l'actif non courant s'établit à 13 081 K€ contre 13 570 K€ au 31/12/2008. Cette diminution provient essentiellement de la diminution en valeur nette des frais de recherche et développement pour 465 K€.

L'actif courant est de 18 169 K€ contre 21 260 K€ au 31/12/2000. Cette variation vient notamment du poste Créances Clients qui est passé de 16 331 K€ à 10 633 K€ d'une année sur l'autre. Cette variation est due à un suivi rigoureux des encaissements clients mais également à la diminution du volume de factures sur le 4^{ème} trimestre en raison à la fois de la cession des activités « Global Services » et du fléchissement de fin d'année observé sur les ventes réalisées sur le périmètre « Editions de Logiciels »..

Les fonds propres s'élèvent à 17 891 K€ contre 16 634 K€ au 31/12/2008 soit une augmentation de 1 257 K€ après prise en compte d'une part d'un résultat de la période de 1 617 K€ et d'autre part d'un versement de dividendes pour 439 K€.

Le passif non courant est stable et s'établit à 1 415 K€. Il inclut 74 K€ de dettes financières à plus d'un an, des provisions pour risques et charges pour 408 K€ et des passifs d'impôts différés pour 933 K€.

Le passif courant s'élève à 11 944 K€ contre 16 624 K€ au 31/12/2008. Il intègre notamment une dette financière à moins d'1 an de 514 K€, des comptes fournisseurs pour 1 880 K€ (en diminution de 399 K€ par rapport à 2008) et des produits constatés d'avance 3 581 K€, contrepartie des créances clients facturées en fin d'année 2009 mais relatives aux contrats de maintenance pour 2010.

Compte de résultat consolidé

En 2009, le chiffre d'affaires s'établit à 21 404 K€ contre 22 522 K€ pour l'exercice précédent soit une baisse de 5 %.

Les autres produits de l'activité, comprenant principalement la production immobilisée de l'exercice et des transferts de charges, s'établissent à 3 724 K€, ce qui est stable par rapport à 2008.

Les achats et services extérieurs sont en augmentation de 177 K€ à 4 432 K€. Les charges de personnel sont en diminution de 452 K€ à 13 999 K€, variation qui s'explique par une baisse des effectifs notamment sur les fonctions supports.

Les impôts et taxes sont stables 831 K€. Les dotations aux amortissements et provisions sont en hausse de 529 K€ à 3 702 K€ contre 3 173 K€ l'année précédente en raison notamment de la constatation de compléments de provisions sur plusieurs créances clients douteuses et incertaines quant aux possibilités de recouvrement.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 1 760 K€ contre 2 956 K€ à périmètre comparable. Après la prise en compte de l'impact des activités cédées pour un montant de 647 K€, le résultat opérationnel ressort à 2 407 K€ contre 1 678 K€ l'année précédente.

Le coût de l'endettement financier net est de - 65 K€ contre - 18 K€ en 2007.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 725 K€, le résultat net s'établit à 1 617 K€ en 2009 contre 919 K€ en 2008.

2.3. Présentation des comptes sociaux et affectation du résultat

2.3.1. Comparabilité des comptes

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon la même présentation et les mêmes méthodes que les années précédentes. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Contrairement aux comptes consolidés, les comptes sociaux 2008 ne sont pas retraités proforma pour tenir compte de l'impact des activités cédées au cours de 2009. Ainsi, l'ensemble des rubriques du compte de résultat intègrent pour :

- 2008 intègre l'activité « Global Services » pour 12 mois
- 2009 l'activité « Global Services » du 1^{er} janvier au 30 septembre 2009 pour l'activité en régie et 30 octobre 2009 pour l'activité au forfait.

2.3.2. Examen des comptes sociaux

Bilan

Au 31/12/2009, l'actif immobilisé s'élève à 16 600 K€ contre 15 130 K€ au 31/12/2008. Cette augmentation provient notamment de l'acquisition du solde des titres de la société Coheris Harry pour un montant de 1 343 K€

L'actif circulant est de 13 998 K€ contre 13 915 K€ au 31/12/2008. Cette stagnation provient de la variation de deux rubriques qui se compensent. En effet, les créances ont diminué pour les comptes clients de 3 234 K€ et pour les autres créances de 986 K€ quand dans le même temps le poste trésorerie et équivalent a augmenté de 4 169 K€.

Les capitaux propres s'élèvent à 16 945 K€ au 31/12/2009 contre 15 142 K€ au 31/12/2008. Ces derniers ont principalement été impactés par le résultat de l'exercice 2009 (+ 2 138 K€) et par le versement de dividende au titre de l'exercice 2008 (439 K€)

La variation des dettes, qui s'élèvent à 13 496 K€ au 31/12/2009 contre 13 656 K€ au 31/12/2008, s'explique par l'augmentation des comptes courants intercos pour 1 159 K€ (suite à la mise en place d'une convention de « cash pooling » bancaire), la diminution des dettes fiscales et sociales de 896 K€ (conséquence des variations d'effectifs suite aux cessions d'activités et la diminution des fonctions supports) et la diminution des produits constatés d'avance pour 685 K€.

L'échéancier des dettes fournisseurs est le suivant :

Total	Echu	- de 30j	entre 30j et 60j	+ de 60j
1 216	334	230	512	141

Compte de résultat

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, le chiffre d'affaires s'est élevé à 15 286 K€ contre 18 146 K€ pour l'exercice précédent, soit une décroissance de 16 %.

Le montant des traitements et salaires et cotisations sociales s'élève à 9 996 K€ contre 11 217 K€ pour l'exercice précédent, en baisse de 11 %.

L'effectif salarié moyen s'élève à 136 personnes contre 158 pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 17 154 K€ contre 18 408K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à 163 K€ contre 1 396 K€ pour l'exercice précédent.

Après prise en compte des dividendes reçus des filiales pour 1 440 K€, le résultat courant avant impôts s'établit à 1 767 K€ contre - 6 201 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel est de 705 K€ contre - 283 K€ en 2008. La variation s'explique essentiellement par le produit réalisé sur la vente des activités « Global Services ».

Après prise en compte d'un intéressement de 98 K€ et d'un IS de 415 K€ et du Crédit Impôt Recherche de 171 K€ l'exercice 2009 dégage un résultat de 2 138 K€ contre une perte de - 6 498 K€ en 2008.

2.3.3. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 2 138 127,06 €.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

Résultat Net comptable	2 138 127,06 €
Affecté de la manière suivante :	
A la réserve légale	26 736,95 €
A titre de dividendes aux actionnaires	561 307,50 €
Au compte report à nouveau	1 550 082,61 €

2.3.4. Dividende

Nous vous proposons de distribuer un dividende global aux actionnaires de 561 307,50 € par prélèvement sur le résultat.

Le dividende net par action serait de 0,10 €.

Nous vous rappelons que de nouvelles dispositions fiscales, applicables aux actionnaires (personnes physiques) fiscalement domiciliées en France, ont été mises en place depuis le 1^{er} janvier 2008 :

- Instauration d'un prélèvement forfaitaire libératoire optionnel de 18% sur le montant brut des dividendes (CGI art. 117 quater). Cette option, totale ou partielle, doit être signifiée par écrit par l'actionnaire auprès de la Société, au plus tard lors de l'encaissement des dividendes ;
- Paiement à la source des prélèvements sociaux sur les dividendes, qu'ils soient soumis au prélèvement libératoire ou imposable au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Il est précisé que la CSG payée à la source sur les dividendes pour lesquels le prélèvement libératoire aura été choisi, n'est plus déductible à hauteur de 5.8%.

Le paiement des dividendes sera effectué à compter du 25 juin 2010.

Compte tenu de ces affectations et distribution, les capitaux propres de la société seraient donc de 16 383 749,77 €.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET
31 décembre 2006 : par action de 0.40 €	0,12 €
31 décembre 2007 : par action de 0.40 €	0,12 €
31 décembre 2008 : par action de 0.40 €	0,08 €

2.3.5. Délais de prescription

Les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits au profit de l'État (art 2277 du Code Civil).

2.3.6. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

2.3.7. Observations du Comité d'entreprise

En application des dispositions de l'article L.2323-8 du Code du travail, le Comité d'entreprise de la société Coheris SA n'a formulé aucune observation sur la situation économique et sociale de la Société.

2.4. Capital de la Société

A la date du conseil, le capital social de la société s'élève à 2 245 230 euros, divisé en 5 613 075 actions de 0,40 € de nominal entièrement libérées et toutes de même rang.

2.4.1. Évolution du capital de la société au cours des trois derniers exercices

Date	Type d'opération	Nombre de titres créés	Nominal des titres	Prime d'émission par titre	Montant nominal de l'augmentation	Montant du capital après opération	Nombre de titres après opération	Montant du capital en € après opération
28/06/2006	Exercice des BSA	291 586	0,40	5,60	116 634,40	2 245 230,00	5 613 075	2 245 230,00
31/12/2009	Capital social à la clôture		0,40			2 245 230,00	5 613 075	2 245 230,00

2.4.2. Options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 1999 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscriptions d'actions. Le nombre maximum d'options pouvant être attribuées est de 257 400 qui pourraient permettre la souscription de 257 400 actions au maximum, correspondant à une augmentation de capital de 102 960 €.

Le Conseil a utilisé cette autorisation à cinq reprises. A ce jour aucune action ne peut plus être souscrite, la date de fin d'exercice des 5 plans étant dépassée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juin 2004 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscription d'actions. Le nombre maximum d'options pouvant être attribuées est de 234 511 qui pourraient permettre la souscription de 234 511 actions au maximum, correspondant à une augmentation de capital de 93 804,40 €.

Le Conseil a utilisé cette autorisation une première fois le cinq août 2004 pour attribuer 81 700 options de souscription d'actions puis le 04/05/2006 pour attribuer 30 000 options de souscriptions d'actions et le total du nombre d'actions pouvant être souscrites à ce jour est de 29 475 après suppression des options attribuées aux collaborateurs qui ont quitté la société.

Options de souscriptions d'actions	6 ^e Plan	7 ^e Plan
Date du Conseil d'administration	05/08/2004	04/05/2006
Nombre d'options de souscription attribuées	81 700	30 000
Nombre d'options ne pouvant plus être souscrites	59 725	22 500
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à ce jour	21 975	7 500
Dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les membres du comité exécutif (dans sa composition actuelle)	7 100	0
Nombre de dirigeants concernés	3	0
Point de départ d'exercice des options	06/08/2008	04/05/2010
Date d'expiration	05/08/2011	03/05/2013
Prix de souscription en € (*)	4,42	7,18
Nombre d'actions souscrites	0	0

(*)La détermination du prix de souscription d'actions correspond à la moyenne des cours constatés lors des 20 séances de bourse précédant la date du Conseil d'Administration décidant de leur attribution.

Le nombre total d'actions pouvant être souscrites étant de 29 475, la dilution correspondante est de 0,5%.

2.4.3. Répartition du capital et des droits de vote

La répartition du capital est la suivante (mise à jour le 2/02/10) :

Actionnaires	Nombre d'actions	Dont DV nul	Dont DVS	Dont DVD	Droits de vote	% du capital	% des droits de vote
ALTO INVEST	724 639		724 639		724 639	12,9 %	11,5 %
SOCADIF	646 914		646 914		646 914	11,5 %	10,3 %
ROUX Fabrice	436 712		436 712	354 412	791 124	7,8 %	12,6 %
Famille STROSSER	230 153		230 153	125 200	355 353	4,1 %	5,6 %
SALARIES	199 753		199 753	123 091	322 844	3,6 %	5,1 %
MANAGERS	186 741		186 741	24 000	210 741	3,3 %	3,3 %
AUTOCONTROLE	161 189	161 189				2,9 %	
PUBLIC	3 026 974		3 026 974	219 457	3 246 431	53,9 %	51,5 %
Total	5 613 075	161 189	5 451 886	846 160	6 298 046	100 %	100 %

A ce jour, les déclarations de franchissement de seuils intervenues sont les suivantes :

Actionnaire	Franchissements de seuil							
	En capital				En droit de vote			
	Seuils franchis	Sens	Actions	% du capital	Seuils franchis	Sens	Droits de vote	% des droits de vote
Siparex								
Seuil franchi le 8/03/2006	5%	Hausse	280 400	5,27	Néant	Néant	280 400	4,06
Seuil franchi le 4/04/2006	5%	Baisse	248 117	4,66	Néant	Néant	248 117	3,62
ALTO INVEST								
Seuil franchi le 16/06/06	5%	Hausse	293 977	5,23	Néant	Néant	293 977	4,14
Seuil franchi le 20/05/09	Néant	Néant	367 444	6,55	5%	Hausse	367 444	5,16
Seuil franchi le 30/10/09	10%	Hausse	610 743	10,88	Néant	Néant	610 743	8,31
Seuil franchi le 2/02/10	Néant	Néant	724 639	12,91	10 %	Hausse	724 639	11,21

Franchissements de seuil

Actionnaire	En capital				En droit de vote			
	Seuils franchis	Sens	Actions	% du capital	Seuils franchis	Sens	Droits de vote	% des droits de vote
JINDAL(*)								
Seuil franchi le 29/06/06	5%, 10% et 15%	Hausse	869 015	15,48	5%, 10%	Hausse	869 015	14
Seuil franchi le 25/07/06	20%	Hausse	1 190 687	21,21	20%	Hausse	1 190 687	19,14
Seuil franchi le 18/01/07	20% et 15%	Baisse	738 291	13,15	15%	Baisse	738 291	11,87
Seuil franchi le 13/06/08	15%	Hausse	921 169	16,41	Néant	Néant	921 169	14,83
Seuil franchi le 29/06/08	15%	Néant	921 169	16,41	20%	Hausse	1 604 460	23,33
Seuil franchi le 4/06/09	15%	Baisse	817 397	14,56	Néant	Néant	1 500 688	21,09
Seuil franchi le 23/06/09	10% et 5%	Baisse	58 928	1,05	20%, 15%, 10% et 5%	Baisse	117 856	1,88
SGAM								
Seuil franchi le 5/01/07	5%	Hausse	281 620	5,02%	Néant	Néant	281 620	4,53
Seuil franchi le 21/06/07	5%	Baisse	279 149	4,97%	Néant	Néant	279 149	4,39
SOCADIF								
Seuil franchi le 23/06/09	5%	Hausse	465 578	8,29	5%	Hausse	465 578	7,43
Seuil franchi le 21/07/09	10%	Hausse	646 914	11,53	10%	Hausse	646 914	10,33
Action de concert des COHERIS S.A								
Seuil franchi le 1/07/09	10 %	Hausse	627 135	11,17	15%	Hausse	1 005 547	16,04

(*) Monsieur Sanjeev Aggarwal, représentant de la société JINDAL, fut administrateur de la société Coheris du 21 septembre 2006 au 5 mars 2007.

A notre connaissance, il n'existe pas d'autres actionnaires détenant directement ou indirectement seul ou de concert 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

A notre connaissance, aucune action n'est nantie.

Un droit de vote double est conféré aux actions inscrites nominativement au nom du même actionnaire depuis 2 ans au moins. Le nombre total de droits de vote au 23 avril 2010 s'élève à 6 299 658.

A notre connaissance, le Groupe Coheris n'est ni détenu ni contrôlé, directement ou indirectement, par une autre société.

A la date du présent rapport, il n'existe à notre connaissance aucun accord dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

2.4.4. Actions d'auto détention

Dans le cadre du programme de rachat autorisé par les Assemblée Générale du 24 juin 2009, la société a, au cours de l'exercice 2009, acquis 40 506 actions au prix moyenne de 2,42 € cédé 2 110 actions au prix moyen de 2,80 € et en a échangé 45 973 actions à un prix moyen de 4,98 € contre des Titres Coheris Harry.

Coheris a constitué son portefeuille de titres principalement pour rémunérer en titre d'éventuelles opérations de croissance externe ou dans le cadre d'attribution de stock options ou d'actions gratuites à ses salariés.

A la date du 31/12/2009, Coheris détient 154 794 titres sur son compte d'autocontrôle.

2.4.5. Participation des salariés au capital (PEE)

Le FCPE Coheris qui regroupe les actions des collaborateurs détenues dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise selon la définition de l'article L. 225-102 du Code de commerce détient 35 597 actions au 31 décembre 2009, soit 0,63 % du capital.

2.4.6. Tableau récapitulatif pour l'exercice 2008 des délégations d'augmentations de capital en cours de validité et de leur utilisation

Établi en application de l'article L.225.100 al.4 du Code de commerce

Date de l'assemblée	Nature de la délégation	Montant nominal autorisé	Montant nominal utilisé	Durée de la délégation	Échéance de la délégation
AGE 24 Juin 2009 (1 ^{ère} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	24 août 2011
AGE 25 Juin 2008 (1 ^{ère} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	21 août 2010
AGE 20 juin 2007 (2 ^{ème} résolution)	Attribution d'options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital	134 714€ (6% du capital)	0	38 mois	20 août 2010
AGE 20 juin 2007 (3 ^{ème} résolution)	Attribution d'options d'achat d'actions				

Date de l'assemblée	Nature de la délégation	Montant nominal autorisé	Montant nominal utilisé	Durée de la délégation	Échéance de la délégation
AGE 21 juin 2006 (1 ^{ère} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	21 août 2008
AGE 21 juin 2006 (2 ^{ème} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	21 août 2008
AGE 21 juin 2006 (4 ^{ème} résolution)	Emission d'actions réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise	100 000 €	0	36 mois	21 juin 2009

2.5. Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce

Au cours de l'exercice écoulé, des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, a été conclue :

- Le Conseil d'Administration du 27 juillet 2009, a autorisé la société à conclure une convention de sous-location avec la société Coheris Harry concernant une partie des locaux sis au 22 quai Gallieni- 92150 Suresnes. Cette convention datée a pris effet rétroactivement au 14 juillet 2009. En 2009, la redevance est de 73 333 euros,
- Le Conseil d'Administration du 27 juillet 2009, a autorisé la société à conclure une convention de sous-location avec la société DATAXPRESSO concernant une partie des locaux sis au 22 quai Gallieni- 92150 Suresnes. Cette convention a pris effet rétroactivement au 14 juillet 2009. Pour 2009, la mise à disposition d'un bureau a été réalisée à titre gratuit.
- Le Conseil d'Administration du 22 octobre 2009 a approuvé la décision de la société de verser, à Monsieur Marc Stanciu, au titre de la cessation de son contrat de travail de Directeur du Département Global Services, une indemnité transactionnelle, forfaitaire, globale et définitive d'un montant brut de 102.078 Euros (cent deux mille Euros soixante-dix huit centimes). L'indemnité transactionnelle précitée est soumise à la CSG et la CRDS pour un montant de 7.921 Euros (sept mille neuf cent vingt et un Euros). En conséquence, la société Coheris a versé à Monsieur Marc Stanciu une somme nette, forfaitaire et définitive de 94.157 Euros (quatre-vingt quatorze mille cent cinquante-sept Euros).

Vos Commissaires aux comptes ont été dûment avisés des conventions conclues au cours de l'exercice et des exercices précédents qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

2.6. Administration et contrôle

2.6.1. Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux est la suivante.

Arnaud Créput

- Administrateur de Coheris SA, depuis l'AGO du 08/11/2006
- Administrateur de Coheris Harry jusqu'au 29 avril 2009,

Claude Leclercq

- Administrateur de Coheris SA
- Administrateur et Président de Organisation et Services en Informatique et Logiciels – Osilog SA

Eric d'Andigné de Beauregard

- Directeur Général Délégué de Coheris SA depuis le 08/02/2007

Fabrice Roux

- Président Directeur Général de Coheris SA depuis le 01/01/2007
- Administrateur de Coheris SA
- Directeur Général Délégué de Coheris SA jusqu'au 31/12/2006
- Administrateur de Coheris Harry
- Membre du Conseil de Surveillance d'Osinvest

Hervé Marchyllie

- Administrateur de Coheris SA depuis le 15/03/2007
- Gérant de mobilité Transport Transaction et Technologie (MT3)

Marc Stanciu

- Administrateur de Coheris S.A du 25 juin 2008 au 22 octobre 2009
- Directeur Général Délégué de Coheris S.A du 18 septembre 2008 au 22 octobre 2009

Philippe Strosser

- Administrateur de Coheris S.A du 25 juin 2008 au 1^{er} avril 2009

2.6.2. Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux

Les rémunérations des mandataires sociaux sont fixées par le Conseil d'Administration sur proposition du comité des rémunérations constitué lors d'un Conseil d'Administration du 19 décembre 2001.

Le Comité des rémunérations se réunit pour examiner la rémunération des mandataires sociaux et pour proposer la répartition des jetons de présence des administrateurs.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social détenant un mandat dans une société cotée, tant par la Société que par des sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce et par la société contrôlant celle dans laquelle ils exercent leur mandat et des avantages de toute nature reçus de la société Coheris SA, durant l'exercice, par chaque mandataire social.

	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2009 hors partie variable	Partie variable due au titre de l'exercice 2009 (versée en 2010)	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2008 hors partie variable	Partie variable due au titre de l'exercice 2008 (versée en 2009)	Jetons de présence au titre de l'année 2009	Remboursements de frais 2009	Avantages en nature 2009
Rémunérations et avantages versés à chaque mandataire concerné par la société Coheris SA							
Créput Arnaud	38 547	Néant	81 468	Néant	3 857	676	880
D'Andigné de Beauregard Eric	108 865(*)	Néant	105 320 (*)	Néant	Néant	8 169	4 065
Leclercq Claude	Néant	Néant	Néant	Néant	4 629	Néant	
Marchyllie Hervé	Néant	Néant	Néant	Néant	2 314	Néant	
Roux Fabrice	156 000	Néant	155 983	Néant	5 400	9 597	4 526
Stanciu Marc	159 963(**)	Néant	120 702	Néant	3 857	4 558	

(*) Dont 18 000 € de traitement annuel au titre de l'activité de Directeur Général Délégué.

(**) Dont 102 078 € d'indemnité transactionnelle au titre de la cessation de son contrat de travail de Directeur du Département Global Services

Messieurs, Fabrice Roux et Arnaud Créput n'ont perçu aucune rémunération de quelque type que ce soit en tant que mandataire de la société Coheris Harry.

En dehors de ce qui précède, Coheris n'accorde pas d'avantages spécifiques en matière de rémunérations différées ou d'indemnités de départ spécifiques.

Le Conseil d'administration

2.7. Annexe 1 : Résultats des cinq derniers exercices

TABLEAU FINANCIER - Montants en euro	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Capital social	2 245 230	2 245 230	2 245 230	2 245 230	2 128 596
Nombres d'actions ordinaires	5 613 075	5 613 075	5 613 075	5 613 075	5 321 489
Nombre d'actions à dividende prioritaire	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer	29 475	55 700	91 600	115 470	776 722
- Par exercice des BS-ABSA ainsi que des BSA	0	0	0	0	623 492
- Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
- Par exercice de droits de souscription	29 475	55 700	91 600	115 470	153 230
Chiffre d'affaires hors taxes	15 286 223	18 146 574	17 140 672	16 267 529	15 273 116
Résultat avant impôts, participation, dotation, reprises	2 531 884	3 161 023	1 966 098	1 573 646	2 710 117
Impôts sur les bénéfices	414 595	-38 099	-174 765	659 941	69 308
Participation des salariés	90 026	52 000	67 622	48 414	0
Résultat après impôts, participation et dotations	2 138 127	-6 498 348	308 476	-655 950	387 642
Résultat distribué	561 307	449 046	673 569	673 569	638 579
Par action résultat après impôts avant dotations et participation	0,45	0,57	0,38	0,16	0,50
Par action résultat après impôts et dotations	0,38	-1,16	0,05	-0,10	0,07
Dividende attribué à chaque action	0,10	0,08	0,12	0,12	0,12
Effectif moyen des salariés de l'exercice	136	158	143	141	156
Montant de la masse salariale	6 858 941	7 651 551	7 115 968	6 722 371	6 821 311
Cotisations sociales et avantages sociaux	3 137 391	3 565 217	3 339 513	3 375 920	3 015 000

2.8. Annexe 2 : Inventaire des titres de participation

Filiales et participations (Montants en milliers d'euros)	Capital	Réserves et RAN	Résultat 2009	Quote-part du capital détenu en %	CA HT 2009	Valeur brute des titres k€	Valeur nette des titres	Prêts et avances consent. et non rembours.	Montant des cautions et avals donnés	Dividendes encaissés par la société en cours exercice
Coheris Rhône Alpes	180	-254	341	100%	3 031	7 740	0			
Coheris Benelux	63	-117	37	100%	50	62	0		Lettre de confort à la banque Fortis	
Coheris Harry	300	843	326	100%	3 603	3 796	3 796			500
Coheris GmbH	52	2	8	100%	20	52	52			
Coheris Switzerland	67	20	-31	100%	361	2 112	0			
Coheris FDV	1 000	2 593	448	100%	6 253	7 322	7 322			490
Datapresso	50	118	433	100%	1 031	260	260			450

3. Comptes sociaux

3.1. Bilan et compte de résultat

ACTIF – en milliers d’euro

Note	31/12/09		31/12/08		
	Brut	Amort, Provis.	Net	Net	
	Immobilisations incorporelles				
1.2.3.1	TOTAL IMMOBILISE	35 068	18 468	16 600	15 130
	Stock produits finis	18	12	6	6
	Avances et acomptes versés sur commande	10	0	10	5
	Créances clients et comptes rattachés	7 402	498	6 904	10 138
	Autres créances	1 071	82	989	1 975
	Valeurs mobilières de placement	472	81	391	236
	Disponibilités	5 395		5 395	1 226
	Charges constatées d'avance	304		304	329
1.2.3.2	TOTAL ACTIF CIRCULANT	14 672	674	13 998	13 915
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
	TOTAL ACTIF	49 740	19 142	30 598	29 045

PASSIF– en milliers d'euro

Note	31/12/2009	31/12/2008
1.2.4.1 Capital	2 245	2 245
Prime d'émission, de fusion et d'apport	11 505	18 443
Réserve légale	198	198
Autres réserves	425	425
Report à nouveau	20	20
Résultat de l'exercice	2 138	-6 498
1.2.4.2 Amortissements dérogatoires	414	309
I SITUATION NETTE TOTALE	16 945	15 142
II AUTRES FONDS PROPRES	0	0
1.2.4.2 Provisions pour risques et charges	157	247
III PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	157	247
1.2.4.4 DETTES FINANCIERES		
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	172	170
• Emprunts et dettes financières divers et associés	5 406	4 247
1.2.4.5 DETTES D'EXPLOITATION		
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 536	1 287
• Dettes fiscales et sociales	3 417	4 313
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17	14
DETTES DIVERSES		
• Autres dettes	106	98
1.2.4.6 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2 842	3 527
IV DETTES	13 496	13 656
TOTAL PASSIF	30 598	29 045

COMPTE DE RESULTAT – en milliers d’euro

Note	31/12/2009 12 mois	31/12/2008 12 mois
1.2.5.1		
Ventes de marchandises	257	115
Production vendue : services	15 029	18 031
CHIFFRE D’AFFAIRES NET	15 286	18 146
Production stockée	0	0
Production immobilisée	1 238	1 084
Subvention d’exploitation	31	18
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	490	553
Autres produits	272	3
TOTAL DES PRODUITS D’EXPLOITATION	17 317	19 804
Achats de marchandises	64	41
1.2.5.2		
Autres achats et charges externes	4 675	4 906
Impôts, taxes et versements assimilés	545	560
1.2.5.3		
Salaires et traitements	6 859	7 652
Charges sociales	3 137	3 565
Dotations d’exploitation :		
- Sur immobilisations : amortissements et provisions	1 489	1 307
- Sur actif circulant : dotation aux provisions	91	19
- Pour risques et charges : dotation aux provisions	126	20
Autres charges	168	338
TOTAL DES CHARGES D’EXPLOITATION	17 154	18 408
RESULTAT D’EXPLOITATION	163	1 396
1.2.5.4		
BENEFICE ATTRIBUE OU PERTE SUPPORTEE	6	- 24
1.2.5.5		
Produits financiers des participations	1 440	800
Autres intérêts et produits assimilés	22	23
Reprises sur prov. et transferts de charges.	316	104
Différences de change	3	11
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement.	24	49
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	1 805	987
1.2.5.5		
Dotations financières sur amortissements et provisions	81	8 386
Intérêts et charges assimilées	126	164
Différences négatives de change		10
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	207	8 560
RESULTAT FINANCIER	1 598	-7 573
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	1 767	-6 201
1.2.5.6		
Produits exceptionnels :		
- Rep prov et transfert de charges	1 579	
- sur opérations de gestion	65	266
- sur opérations en capital	640	
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 284	266
1.2.5.6		
Charges exceptionnelles :		
- sur opérations de gestion	33	200
- sur opérations en capital	1 441	82
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	105	267
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 579	549
RESULTAT EXCEPTIONNEL	705	-283
1.2.5.7		
Impôts sur les bénéfices	244	-38
Intéressement	90	52
BENEFICE OU PERTE	2 138	-6 498

3.2. Annexe aux comptes sociaux

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels. Elle comporte des éléments complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise. Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère significatif ne sont pas mentionnés.

Sauf indication contraire, tous les tableaux sont en milliers d'euro.

Durée de l'exercice 2009 et de l'exercice précédent : 12 mois.

Total du bilan avant répartition du résultat : 30 598 milliers d'euro

Résultat (Perte) : + 2 138 milliers d'euro

3.2.1. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux principes comptables généralement admis en France et tiennent compte du règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

3.2.1.1. Principes

Les principes suivants ont notamment été appliqués :

- prudence,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- continuité de l'exploitation,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3.2.1.2. Règles et méthodes comptables

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement:

- les frais de recherche et développement : ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges. Ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des licences intégrées dans les logiciels produits par Coheris. Elles sont évaluées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

- des fonds de commerce constitués de clientèle, de contrats d'exploitation et de droit au bail. Ces éléments sont revus tous les ans pour s'assurer qu'aucune dépréciation ne doit être constatée.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureau comptabilisés à leur coût historique.

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

- Logiciels 1 à 3 ans linéaire
- Installations 5 ans linéaire
- Matériel de bureau et informatique 3 ans linéaire
- Mobilier de bureau 2 à 7 ans linéaire

Immobilisations financières

Les participations figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire de la participation, déterminée d'après plusieurs critères (capitaux propres, plus values latentes, rentabilité, perspectives,...) est inférieure à la valeur comptable.

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Les tests de valorisation sont mis en œuvre selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 5 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société (au 31/12/2009, le taux d'actualisation retenu est de 11,21% contre 11,42% au 31/12/2008).

La société a décidé, conformément aux règles applicables sur les actifs, d'activer les frais d'acquisitions sur titres et de les amortir sur une durée de 5 ans au moyen d'un amortissement dérogatoire.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou au cours moyen du dernier mois de l'exercice, si celui-ci est inférieur.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges probables identifiés à la clôture de l'exercice, principalement les litiges, font l'objet de provisions.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

Les contrats en cours d'exécution sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

Les licences sont comptabilisées dès leur livraison (licences revendues) ou dès leur émission (licences de produits Coheris).

Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite sont mentionnées en engagements hors bilan. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au delà.

Crédit d'impôt recherche (CIR)

Les travaux de recherche et développement mis en œuvre dans le cadre de la conception de ses produits peuvent être éligibles au Crédit Impôt Recherche. Chaque année, une étude est menée sur l'ensemble des travaux réalisés pour identifier ceux qui sont éligibles au dispositif. Ce travail de recensement est mis en œuvre avec l'appui d'un cabinet externe spécialisé. En 2009, le montant du CIR imputé sur l'impôt sur les sociétés est de 171 K€.

Nouveaux instruments financiers

La société n'utilise pas les nouveaux instruments financiers

3.2.2. Faits significatifs de l'exercice et comparabilité des comptes

Activité

Au cours du 2^{ème} semestre 2009, Coheris a réalisé son recentrage sur son activité « Edition de Logiciel » en cédant

1. directement :
 - l'intégralité de ses activités « Global Services » de Paris (services aux entreprises en mode SSII),
 - la société Infocat, filiale anglaise acquise en 2002, dont l'activité résidait essentiellement dans la vente et le déploiement de logiciels de gestion de grands éditeurs dans les secteurs bancaires et financiers en Angleterre. Cette société n'était plus le relais efficace de l'activité du Groupe sur le territoire anglais et ne s'inscrivait donc plus dans le plan stratégique de Coheris.
2. indirectement par le biais de ses filiales détenues à 100 % :
 - l'intégralité de ses activités « Global Services » de Lyon (services aux entreprises en mode SSII) pour Coheris Rhône Alpes,
 - son activité « support nomade » consistant en l'assistance et au dépannage technique hardware de forces de ventes pour Coheris FDV.

L'exercice 2009 clôture sur un chiffre d'affaires de 15,29 M€ contre 18,15 M€ en 2008.

Le résultat d'exploitation à 0.16 M€ contre 1,40 M€ en 2008 est en repli.

Cette diminution est essentiellement due à une fin d'année difficile où les affaires se sont complexifiées, notamment par des glissements de projets et des décisions différées.

Enfin, en juillet 2009, Coheris a regroupé la majeure partie de ses équipes sur un pôle unique situé à Suresnes.

3.2.3. Notes sur le bilan actif

3.2.3.1. Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont les suivants.

Valeurs Brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
- Frais recherche et développement	7 724	1 238	9	8 953
- Concessions, brevets, etc.	699	16	390	325
- Fonds commercial	2 243	0	0	2 243
- Autre immobilisations incorporelles	16			16
- Avances et acomptes sur immo incorp	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	1 552	254	608	1 198
Participations	21 955	1 342	1 415	21 882
Autres Immobilisations financières	313	139	1	451
Total brut	34 502	2 989	2 423	35 068

Amortissements, provisions	A l'ouverture	Dotation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	6 662	1 357	400	7 619
Immobilisations corporelles	1 366	133	578	921
Immobilisations financières	11 344	0	1 416	9 928
Total amortissements	19 372	1 490	2 394	18 468
Total valeur nettes	15 130			16 600

Frais de recherche et de développement

Ces frais sont constitués des salaires et charges sur salaires imputés sur les logiciels développés par la société.

Il s'agit principalement des investissements sur les produits de Coheris : logiciels Coheris CRM for the Web et Coheris CRM for Windows

Concessions, brevets, licences, marques

Il s'agit des droits d'utilisation des licences utilisés par la société. Sur une valeur brute de 325 K€, il reste 7 K€ en valeur nette.

Fonds commercial

Il comprend :

- Mali activé lors de la fusion avec la société SPAD : 1 865 K€
- Fond de commerce Test&Go (issu de la société SPAD) : 305 K€

Immobilisations corporelles

Il s'agit du mobilier, du matériel de bureau et des ordinateurs, du réseau et des aménagements.

Participations

L'évolution de ce poste est principalement constituée des éléments suivants :

- la sortie des titres Coheris Infocat pour 1 416K€
- la reprise de provision pour dépréciation des titres de la société Coheris InfoCat pour 1 416 K€,
- l'acquisition du complément de titres Coheris Harry pour un montant 1 342 k€. Suite à cette opération, la société Coheris Harry est détenue à 100 % par Coheris SA.

Autres immobilisations financières

Il s'agit de dépôts de garantie dans le cadre d'un contrat de tenue de marché conclu avec la Société de Bourse Parel en 2005 (152 K€), ainsi que les dépôts de garantie relatifs aux locaux du siège de la société (292 K€).

3.2.3.2. Actif circulant

Créances clients

Clients et comptes rattachés, valeur nette : 6 904 K€.

L'échéancier des créances se présente comme suit :

	Total	Non échues	<3 mois	<12 mois	>12 mois
Créances clients brutes	7 402	2 007	3 761	788	846
Dépréciations *	498	0	0	0	498
Créances clients nettes	6 904	2 007	3 761	788	348

Les provisions ont évolué de la manière suivante au cours de l'exercice :

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour dépréciation des comptes clients	463	88	53	498

Il n'y pas au 31 décembre 2009, d'effets escomptés non échus.

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan

Clients factures à établir, selon la méthode à l'avancement (§ 1.2.1.3) 888 K€.

Autres créances

Ce poste comprend :

	31/12/09
Personnel	43
État, taxes sur le chiffre d'affaires	229
Etat / C.I.R.	171
Filiales du groupe Coheris (Valeurs brutes : 234 k€)	152
Fournisseurs débiteurs	73
Produits à recevoir	39
Divers	282
Total	989

Valeurs mobilières de placement

Il s'agit principalement des titres autocontrôlés détenus directement par Coheris SA dans le cadre du programme de rachat d'actions.

La valeur comptable des titres autocontrôlés par détention directe ou par le biais du contrat de liquidité administré représente un montant net de 406 k€.

La société détient ainsi 154 794 de ses propres titres au 31/12/2009.

Cette valorisation tient compte d'une provision de 81 k€ calculée sur un cours retenu à la clôture de 2,62 € par action.

Charges constatées d'avance

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise.

3.2.4. Notes sur le bilan passif

3.2.4.1. Capital social et prime d'émission de fusion et d'apport

Au 31 décembre 2009, le capital de la société s'élève à 2 245 230 €.

Le tableau suivant présente la variation en 2009 des capitaux propres de la société.

	A fin 2008	Augmentation	Diminution	A fin 2009
Capital	2 245			2 245
Prime d'émission, de fusion et d'apport	18 443		6 938	11 505
Réserve légale	198			198
Autres réserves	425			425
Report à nouveau	20			20
Résultat	-6 498	8 636 ⁽²⁾		2 138 ⁽¹⁾
Provision réglementée	309	105		414
Capitaux propres	15 142	8 741	6 938	16 945

(1) Résultat 2009 en attente d'affectation

(2) Dont dividendes versés : 439 K€

Options de souscription d'actions

L'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1999 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscriptions d'actions. Le nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2009 est de 29 475 actions.

Le tableau ci-dessous présente le détail des actions pouvant être souscrites :

Date d'attribution des options de souscription d'action	Nombre d'actions	Valeur d'exercice (€)	Dates d'exercice
05 août 2004	21 975	4,42	Du 06 août 2008 au 05 août 2011
04 mai 2006	7 500	7,18	Du 04 mai 2010 au 03 mai 2013
Total	29 475		

3.2.4.2. Provisions réglementées

Elles concernent l'amortissement dérogatoire des frais d'acquisition des titres de participation calculé sur 5 ans, soit une dotation pour l'exercice de 105k€.

3.2.4.3. Provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Dotation	Reprise		A la clôture
			Avec utilisation	Sans utilisation	
Provisions pour risques et charges	247	126	216		157

3.2.4.4. Échéance des dettes

	Montant brut	A 1 an au +	+ 1 an – 5 ans	A + de 5 ans
Établissements de crédit	172	98	74	
Dettes financières diverses	5 406	5 406	0	
Fournisseurs	1 536	1 536		
Dettes fiscales et sociales	3 417	3 417		
Autres dettes	123	123		
Total	10 654	10 580	74	

Les dettes financières diverses comprennent notamment :

- 163 k€ de comptes bloqués de la participation rémunérés au taux de 6%.
- 5 230 k€ d'avance des filiales (DataXpresso, Coheris FDV, Coheris Harry et Coheris Allemagne)

3.2.4.5. Charges à payer incluses dans les dettes d'exploitation

<u>Fournisseurs (Factures non parvenues) :</u>	336 k€
<u>Dettes fiscales et sociales :</u>	3 417k€
Congés payés	381 k€
Réduction de temps de travail	13 k€
Compte épargne temps	91 k€
Primes de vacances	25 k€
Organismes sociaux	786 k€
Salaires à payer (primes)	213 k€
Intéressement	100 k€
CE	2k€
Frais de déplacement	12k€
Impôts et taxes divers à payer	1 794 k€

3.2.4.6. Produits constatés d'avance

Cette rubrique contient les factures émises d'avance dans le cadre de contrats maintenance 2010 notamment pour 2.842k€ (cf. commentaires 1.2.3.2).

3.2.5. Notes sur le compte de résultat

3.2.5.1. Ventilation du Chiffre d'affaires : 15 286 k€

Le compte de résultat distingue :

Ventes de marchandises	257 k€
Production vendue : biens (ce sont les	
Licences de produits vendus aux tiers)	2 794 k€
Production vendue : services	12 235 k€ (dont 1 401 k€ aux filiales)

Sur le total, le chiffre d'affaires à l'exportation s'élève à 594 k€.

3.2.5.2. Autres achats et charges externes

Ce poste s'élève à 4 675 k€ (4 906 k€ en 2008).

Il comprend des charges de sous-traitance pour 2 146 k€ (2 363 k€ en 2008). Sur ce montant, 1 479k€ proviennent des filiales, dont 1 031 k€ relatif aux commissions de rétrocession versées à DataXpresso

Les autres postes d'achats sont :

- entretiens divers	120 k€
- locations et charges liées	850 k€
- assurances	77 k€
- transports et déplacements, véhicules	280 k€
- honoraires	526 k€
- télécommunications	227 k€
- publicité, communication	272 k€
- divers	177 k€

3.2.5.3. Salaires et traitements

Ce poste s'élève à 6 859 k€ (7 652 k€ en 2008).

Cette diminution est principalement due à la cession des activités « Global Services » sur le 4^{ème} trimestre 2009.

3.2.5.4. Bénéfice supporté 6 k€

Il s'agit du résultat dégagé sur des titres autocontrôlés dans le cadre du contrat de tenue de marché conclu avec Parel Société de Bourse.

3.2.5.5. Charges et produits financiers

Le résultat financier est positif à + 1 598 k€ contre un résultat de - 7 573 k€ en 2008.

Il comprend principalement :

• Une dotation nette aux provisions sur les titres auto-contrôlés	-81 k€
• Des intérêts sur comptes courants des filiales	-89 k€
• Des intérêts sur retards de paiements fournisseurs	-17 k€
• Des intérêts sur comptes courants des filiales	+22k€
• Des intérêts bancaires	-10k€
• Des produits nets sur cessions VMP	+24k€
• Des intérêts sur participations	-10 k€
• Des gains de change	+3 k€
• Des dividendes reçus des filiales	+1 440 k€
• Reprise de provision risques et charges financières	+316 k€

3.2.5.6. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel s'élève à + 705 k€ (- 283 k€ en 2008).

Il comprend notamment :

• des amortissements dérogatoires sur frais d'acquisitions FDV	- 105 k€
• des prix de cessions des actifs vendus	+ 639 k€
• d'une reprise de provision pour intégration fiscale CRA	+ 163 k€
• de la valeur nette comptable d'immos cédées	-24 k€
• des autres produits exceptionnels divers	+ 32 k€

3.2.5.7. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt (1)	Résultat net après impôt
Résultat courant	1 767	146	1 621
Résultat exceptionnel – intéressement + CIR	786	154	635
Résultat comptable (avant IS)	2 553	415	2 138

(1) Après retraitements fiscaux

La société a bénéficié sur l'exercice d'un Crédit d'Impôt Recherche de 171 k€ correspondant à ses travaux de recherche sur le développement de ses suites de produits Coheris SPAD et Coheris CRM.

La société a opté pour le régime d'intégration fiscale. Les sociétés concernées sont Coheris SA et Coheris Rhône Alpes. Au titre de 2009, l'impôt de Coheris intègre 115 K€ d'impôt calculé sur la base du résultat de la société Coheris Rhône Alpes.

3.2.5.8. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Décalages temporaires 2009	56
Intéressement 2009	99
TOTAL	155
IS A 33,33 %	52

3.2.6. Autres informations

3.2.6.1. Effectif de la société

L'effectif de la société Coheris au 31/12/2009 est de 105 personnes, dont 7 directeurs, 88 cadres et 10 agents de maîtrise et employés.

Au cours de l'exercice, l'effectif salarié moyen a été de 136.28 personnes.

3.2.6.2. Rémunération des dirigeants

Le Comité Exécutif comprend 7 directeurs au 31 décembre 2009.

La rémunération allouée aux membres du Comité Exécutif par la société pour la période pendant laquelle ils ont fait partie de celui-ci a été de 890 K€.

3.2.6.3. Stock options

En tenant compte des options de souscriptions d'actions en circulation, soit 29 475, la dilution maximum que représente l'exercice de l'ensemble de ces titres donnant accès au capital est de 0,5 %.

3.2.6.4. Engagements hors bilan

- Les engagements relatifs aux départs en retraite ont été estimés à un montant de 71 K€.
- Coheris a adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux, sans limitation de montant ni de durée.

3.2.6.5. Litiges

Les litiges ont fait l'objet de provisions en fonction du risque estimé.

Un litige opposant la société à un ancien dirigeant de filiale n'a pas fait l'objet de provision compte tenu de l'appréciation du risque par la société. Les procédures en cours ne remettent pas en cause cette appréciation.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige dont le risque envisagé nécessiterait un provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/09.

3.2.6.6. Honoraires Commissaires aux Comptes

Le montant des honoraires figurant en charge au compte de résultat de l'exercice s'élève à 84 K€ pour l'ensemble du collège.

3.2.6.7. Événements postérieurs à l'exercice

Au 1^{er} janvier 2010, Coheris a simplifié son organigramme juridique par la mise en œuvre de « transmission universelle de patrimoine » de ses principales filiales françaises détenues à 100 %.

Ainsi, à cette date, Coheris SA intègre en totalité les activités de :

- Coheris FDV
- Coheris Harry
- Coheris Rhône Alpes.

Plus qu'une formalité juridique, cette opération est la concrétisation du recentrage du Groupe sur le seul métier d'Editeur de Logiciels.

Annexe 1 - FILIALES ET PARTICIPATIONS - En milliers d'euros

Filiales et participations (Montants en milliers d'euros)	Capital	Réserves et RAN	Résultat 2009	Quote-part du capital détenu en %	CA HT 2009	Valeur brute des titres k€	Valeur nette des titres	Prêts et avances consent. et non rembours.	Montant des cautions et avals donnés	Dividendes encaissés par la société en cours exercice
Coheris Rhône Alpes	180	-254	341	100%	3 031	7 740	0			
Coheris Benelux	63	-117	37	100%	50	62	0		Lettre de confort à la banque Fortis	
Coheris Harry	300	843	326	100%	3 603	3 796	3 796			500
Coheris GmbH	52	2	8	100%	20	52	52			
Coheris Switzerland	67	20	-31	100%	361	2 112	0			
Coheris FDV	1 000	2 593	448	100%	6 253	7 322	7 322			490
DataXpresso	50	118	433	100%	1 031	260	260			450

4. Comptes consolidés en normes IFRS

Les Etats Financiers sont présentés en milliers d'Euros à l'exception du résultat par action en Euro.

4.1. Bilan consolidé

Note		31/12/2009	31/12/2008 (1)
1.3.4.1	Écarts d'acquisition	8 106	8 106
	Immobilisation incorporelles	3 584	4 092
1.3.4.2	Immobilisations corporelles	475	566
1.3.4.3	Actifs financiers	642	486
1.3.4.4	Actifs d'impôts différés	274	320
	ACTIF NON COURANT	13 081	13 570
	Stocks et en cours	41	60
1.3.4.5	Clients et comptes rattachés	10 633	16 331
	Autres créances et comptes de régularisation	2 007	2 742
1.3.4.6	Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 488	2 127
	ACTIF COURANT	18 169	21 260
	TOTAL DE L'ACTIF	31 250	34 830
		31/12/2009	31/12/2008 (1)
	Capital	2 245	2 245
	Réserves liées au capital	696	7 656
	Titres auto détenus	-459	-538
	Réserves et résultat consolidé	15 473	7 358
	Ecart de conversion	-64	-87
	Capitaux propres part du groupe	17 891	16 634
	Intérêts minoritaires		
	CAPITAUX PROPRES	17 891	16 634
1.3.4.8	Passifs financiers > 1 an	74	96
1.3.4.9	Passifs d'impôts différés	933	1 094
1.3.4.7	Provisions pour risques et charges	408	382
	PASSIF NON COURANT	1 415	1 572
1.3.4.8	Passifs financiers < 1 an	514	447
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 880	2 279
1.3.4.10	Autres dettes et comptes de régularisation	9 550	13 898
	PASSIF COURANT	11 944	16 624
	TOTAL DU PASSIF	31 250	34 830

(1) Voir § 1.3.3. Impact changement de méthodes comptables.

4.2. Compte de Résultat consolidé

Note	2009	2008 proforma (1) (2)	2008	
1.3.4.11	Chiffre d'affaires	21 404	22 522	32 178
	Autres produits de l'activité	3 724	3 689	3 689
	Achats et services extérieurs	-4 432	-4 255	-6 648
1.3.4.12	Charges de personnel	-13 999	-14 451	-22 374
	Impôts et taxes	-831	-908	-935
	Dotations aux amortissements	-3 266	-3 071	-3 459
	Dotations aux provisions	-436	-102	-102
	Autres produits et charges d'exploitation	-404	-468	173
	Résultat opérationnel courant	1 760	2 956	2 522
1.3.4.13	Résultat des activités cédées	647	-625	
	Autres produits et charges opérationnels		-653	-653
	Résultat Opérationnel	2 407	1 678	1 869
	Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	29	11	99
	Coût de l'endettement financier brut	-25	-32	-32
	Autres produits et charges financiers	-69	3	3
	Coût de l'endettement financier net	-65	-18	70
1.3.4.14	Charges d'impôt	-725	-741	-729
	Résultat Net	1 617	919	1 210
	Part du groupe	1 617	919	1 210
	Intérêts minoritaires			
	Nombre d'actions retenues pour le calcul RNPG par action	5 613 075	5 613 075	5 613 075
	0,31	0,16	0,22	
	Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul RNPG dilué par action	5 613 075	5 613 075	5 613 075
	0,31	0,16	0,22	

(1) Voir § 1.3.3. Impact changement de méthodes comptables.

(2) Voir § 1.3.4.13 Résultat des activités cédées

4.3. Tableau consolidé de variation des capitaux propres

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2007	2 245	7 646	-416	7 594	-41	17 028		17 028
Retraitement changement de méthode CIR ⁽¹⁾				-486		-486		-486
Capitaux propres 1/01/08 corrigés	2 245	7 646	-416	7 108	-41	16 542		16 542
Écart de change					-46	-46		-46
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres					-46	-46		-46
Résultat 2008 ⁽¹⁾				919		919		919
Opération sur titres auto détenus			-122			-122		-122
Paiements fondés sur des actions		10				10		10
Versement du dividende				-656		-656		-656
Autres variations				-13		-13		-13
Total des opérations revenant aux actionnaires		10	-122	250		138		138
Au 31 décembre 2008	2 245	7 656	-538	7 358	-87	16 634		16 634
Écart de change					23	23		23
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres					23	23		23
Résultat 2009				1 617		1 617		1 617
Opération sur titres auto détenus			79			79		79
Paiements fondés sur des actions		-22				-22		-22
Affectation du résultat		-6 938		6 938				
Versement du dividende ⁽²⁾				-439		-439		-439
Autres variations				-1		-1		-1
Total des opérations revenant aux actionnaires		-6 960	79	8 115		1 234		1 234
Au 31 décembre 2009	2 245	696	-459	15 473	-64	17 891		17 891

(1) Voir § 1.3.3. Impact changement de méthodes comptables.

(2) Le dividende versé en 2009 s'élève à 0,08 € par action.

Etat des produits et charges comptabilisés

2008	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	919		919
Ecart de conversion	-46		-46
Autres	-13		-13
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	-59		-59
Total des produits et charges de la période	860		860

2009		
Résultat net consolidé	1 617	1 617
Ecart de conversion	23	23
Autres	-1	-1
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	22	22
Total des produits et charges de la période	1 639	1 639

4.4. Tableau consolidé des flux de trésorerie

	31/12/09	31/12/08 (2)
Résultat net consolidé	1 617	919
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3 301	3 487
Charges et produits liés aux stocks-options		
Autres produits et charges calculés		
Plus et moins values de cession	-1 322	86
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	3 596	4 492
Coût de l'endettement financier net		
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	725	729
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	4 321	5 221
Impôt (B)	-840	-552
Variation du BFR lié à l'activité (C)	3 911	-1 865
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	7 392	2 812
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-3 086	-2 641
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.	991	14
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. financières	-153	-410
Encaissements liés aux cessions d'immo. financières	4	92
Incidence de variation de périmètre	-10	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-2 254	-2 945
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options		
Rachats et reventes d'actions propres (1)	79	-122
Augmentation de capital		
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-439	-656
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		32
Remboursement d'emprunts	-1 417	-141
Intérêts financiers nets versés		
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-1 777	-887
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	3 361	-1 020
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1^{er} janvier	2 127	3 147
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre	5 488	2 127

(1) Solde des achats d'actions propres et des transferts pour règlement d'earn out.

(2) Voir § 1.3.3. Impact changement de méthodes comptables

Notes aux états financiers consolidés

4.4.1. Informations générales relatives au groupe et faits marquants

4.4.1.1. Informations générales

Éditeur de logiciels de CRM (Customer Relationship Management), BI (Business Intelligence) et Datamining, Coheris propose une gamme complète de logiciels et services (automatisation du marketing, des ventes et du service client, mobilité, Intranet, Business Intelligence, Datamining), sur des équipes de consulting pluridisciplinaires ainsi que sur un réseau de partenaires technologiques et d'intégrateurs constitué des plus grands acteurs du marché.

Acteur majeur sur le marché européen du CRM, le groupe Coheris compte plus de 1 200 références à travers le monde.

Coheris est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C) depuis le 30 juin 1999.

4.4.1.2. Faits significatifs de l'exercice

Périmètre de consolidation et variation de périmètre

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Société	% intérêt 2009	% contrôle 2009	Méthode	% intérêt 2008	% contrôle 2008
Coheris SA	Mère	Mère		Mère	Mère
Coheris Rhône Alpes	100	100	I.G.	100	100
Coheris GmbH	100	100	I.G.	100	100
Coheris Benelux	100	100	I.G.	100	100
Coheris Suisse	100	100	I.G.	100	100
Coheris InfoCat Ltd	0	0	I.G.	100	100
Coheris Harry	100	100	I.G.	70,14	100
Coheris FDV	100	100	I.G.	100	100
DataXpresso	100	100	I.G.	100	100

Les titres de la société Coheris InfoCat Ltd ont été cédés le 31 octobre 2009. Le résultat de cette société est pris en compte jusqu'à cette date.

Le solde des titres Coheris Harry a été acquis par la société Coheris SA au cours du premier semestre 2009.

Activité

Au cours du 2^{ème} semestre 2009, Coheris a réalisé son recentrage sur son activité « Edition de Logiciel » en cédant:

- l'intégralité de ses activités « Global Services » de Paris et Lyon (services aux entreprises en mode SSII),
- son activité « support nomade » consistant en l'assistance et au dépannage technique hardware de forces de ventes,
- la société Infocat, filiale anglaise acquise en 2002, dont l'activité résidait essentiellement dans la vente et le déploiement de logiciels de gestion de grands éditeurs dans les secteurs bancaires et financiers en Angleterre. Cette société n'était plus le relais efficace de l'activité du Groupe sur le territoire anglais et ne s'inscrivait donc plus dans le plan stratégique de Coheris

Coheris a enregistré sur 2009 un chiffre d'affaires de 21 404 K€ contre un 22 522 K€ à périmètre comparable (après élimination de l'impact des activités cédées en 2009), au titre de 2008 en repli de 5 %.

Cette diminution est essentiellement due à une fin d'année difficile où les affaires se sont complexifiées, notamment par des glissements de projets et des décisions différées.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 1 760 K€ contre 2 956 K€ en 2008.

Enfin, en juillet 2009, Coheris a regroupé la majeure partie de ses équipes sur un pôle unique situé à Suresnes.

4.4.1.3. Événements et variations de périmètre postérieurs au 31/12/2009

Au 1^{er} janvier 2010, Coheris a simplifié son organigramme juridique par la mise en œuvre de « transmission universelle de patrimoine » de ses principales filiales françaises détenues à 100 %.

Ainsi, à cette date, Coheris SA intègre en totalité les activités de :

- Coheris FDV
- Coheris Harry
- Coheris Rhône Alpes.

Plus qu'une formalité juridique, cette opération est la concrétisation du recentrage du Groupe sur le seul métier d'Editeur de Logiciels.

4.4.2. Principes de préparation des états financiers

4.4.2.1. Conformité aux normes comptables

Depuis 2005, le groupe Coheris a établi ses rapports financiers conformément au règlement (CE) 16/06/2002 du 19 juillet 2002 qui prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, les entreprises européennes faisant appel public à l'épargne, doivent appliquer les normes comptables internationales prescrites par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Les comptes consolidés 2008 et 2009 ont été préparés en conformité avec l'ensemble des normes et interprétations IFRS adoptées par l'Union Européenne, dont l'application est obligatoire pour la période de clôture du 31 décembre 2009. En conséquence, le groupe n'a anticipé aucune amélioration de normes, exposés sondages ou interprétations publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire en 2009 au sein de l'Union Européenne.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 11 mars 2010.

Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des états financiers implique que la direction du groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence significative sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent notamment les tests de dépréciation et les provisions pour engagements de retraites des salariés.

4.4.2.2. Principes

Les principes suivants ont notamment été appliqués :

- prudence,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (cf. § 1.3.3),
- continuité de l'exploitation.

4.4.2.3. Méthodes comptables

Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition (frais compris) des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Les tests de valorisation sont mis en œuvre selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 5 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà

- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société (au 31/12/2009, le taux d'actualisation retenu est de 11,21 % contre 11,42 % au 31/12/2008).

Les mêmes hypothèses ont été retenues pour l'ensemble des tests de valorisation effectués pour tenir compte d'une homogénéité des activités, des marchés, et des zones géographiques des actifs concernés.

Les tests de valorisation étant particulièrement sensibles au taux d'actualisation retenus, il est précisé qu'une variation d'1 point du taux d'actualisation entraîne une variation de 10 points de la valeur de l'actif.

Les méthodes analogiques n'ont pas été retenues compte tenu de la forte disparité et de la forte volatilité des valorisations de sociétés comparables et de transactions dans ce domaine d'activité.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement:

- les frais de recherche et développement :
 - o ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges,
 - o l'économie d'impôt liée au Crédit Impôt Recherche, découlant de la partie éligible des frais de recherche et développement, est incluse dans la valorisation des actifs ainsi constatés (ce traitement du CIR a été appliqué pour la première fois au 31/12/09 ; pour une explication des impacts sur la présentation des Etats Financiers voir § 1.3.3),
 - o Ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des licences intégrées dans les logiciels produits :
 - o sont évaluées au coût d'acquisition,
 - o sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureau comptabilisés à leur coût historique

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	3 ans linéaires
Installations	5 ans linéaires
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaires
Mobilier de bureau	2 à 7 ans linéaires

Immobilisations financières

Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire de la participation, susceptible d'être déterminée d'après plusieurs critères (capitaux propres, plus values latentes, rentabilité, perspectives,...) est inférieure à la valeur comptable.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

L'activité Édition de Logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence et de maintenance d'une part et de services associés d'autre part, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris) sont comptabilisés dès leur livraison.

Dans le cas où les services associés sont considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel, le projet est considéré dans son ensemble et est comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Information sectorielle

La norme IFRS 8 relative à l'information sectorielle impose d'analyser la performance de l'entreprise en fonction de secteurs opérationnels. Compte tenu de la nature de ses produits, des procédés de fabrication et de la typologie de ses clients, l'activité d'Editeur de Logiciels présente un caractère très intégré. De ce fait, Coheris est mono secteur. Néanmoins, et à titre d'information, Coheris présente une ventilation de son chiffre d'affaires par principales natures et par zones géographiques qui ne s'inscrit pas dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur liquidative en fin de période, les plus-values latentes étant directement imputées sur les capitaux propres.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au delà.

Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

Crédit Bail

Les investissements financés sous forme de crédit bail sont placés à l'actif du bilan et amortis linéairement. En contre partie, une dette égale au montant de l'engagement est comptabilisée au passif du bilan.

Paiement en actions

Les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1^{er} janvier 2005 ont été prises en compte.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits 4 ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de 3 ans, soit entre la 5^{ème} et la 7^{ème} année suivant l'attribution.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution a été effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un ¼ par an prorata temporis la première année.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'intérêt sans risque égal au taux d'intérêt OAT 10 ans à la date d'attribution du plan
- Cours du support égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédant la date d'attribution du plan
- Volatilité (Sigma) observée sur les trois derniers mois de bourse à la date d'attribution du plan
- Taux de rendement du support égal à 2%
- Prix d'exercice et maturité fixés par le plan

4.4.3. Impacts des changements de méthodes comptables

Conformément à IAS 20 et un avis de la CNCC du 1^{er} décembre 2008, le Crédit Impôt Recherche a été traité comme une subvention à compter de l'exercice 2009.

Cette application entraîne un changement de méthode comptable impliquant le retraitement des Etats Financiers de 2008 (IAS 8).

Les impacts de ce changement de méthode comptable sur les Etats Financiers de 2008 publiés et les données 2008 reprises dans les Etats Financiers 2009 en comparatifs sont les suivants :

	Publié 2008	Impact changement de méthode sur capitaux propres	Impact changement de méthode sur résultat	2008 corrigé
COMPTE DE BILAN				
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	17 813	-650	-609	16 554
Amortissements immobilisations incorporelles	-12 944	164	318	-12 462
Immobilisations incorporelles (valeur nette)	4 869	-486	-291	4 092
Réserves et résultat consolidé	8 135	-486	-291	7 358
Capitaux propres	17 411	-486	-291	16 634
COMPTE DE RESULTAT				
Dotations aux amortissements	-3 459		318	-3 141
Autres produits et charges d'exploitation	173		-609	-436
Résultat opérationnel courant	2 522		-291	2 231
Résultat opérationnel	1 869		-291	1 578
Résultat opérationnel courant	1 210		-291	919
TABLEAU CONSOLIDE DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES				
Capitaux propres au 1/01/08	17 028	-486		16 542
Résultat exercice 2008	1 210		-291	919
Capitaux propres au 31/12/08	17 411	-486	-291	16 634

	Publié 2008	Impact changement de méthode	2008 corrigé
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE			
Résultat	1 210	-291	919
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3 805	-318	3 487
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	5 101	-609	4 492
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt	5 830	-609	5 221
Flux de trésorerie généré par l'activité	3 417	-609	2 808
Décassements liés aux acquisitions d'immo. corp. et incorp.	-3 250	609	-2 641
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-3 554	609	-2 945

4.4.4. Explication des postes des éléments financiers

4.4.4.1. Actifs incorporels

Écarts d'acquisition

Compte tenu du recentrage de Coheris intervenu au cours de 2009 et de la mise en œuvre des opérations de simplification de son organigramme juridique, les écarts d'acquisition ont été regroupés au sein d'UGT cohérentes et identifiables dans le temps.

Sur son seul métier d'Editeur de Logiciels, Coheris a identifié deux UGT :

- UGT liée au pôle CRM (logiciels CRM et SFA) qui reprend l'écart d'acquisition lié à Coheris FDV,
- UGT liée au pôle BI (logiciels de BI et Datamining) qui reprend les écarts d'acquisition liés à Coheris Harry et Spad DataXpresso.

	Montant brut		Montant net	
	2008	2009	2008	2009
Pôle CRM	3 490,1	3 490,1	3 490,1	3 490,1
Pôle BI	4 615,5	4 615,5	4 615,5	4 615,5
Coheris InfoCat Ltd	911,8			
Total	9 017,4	8 105,6	8 105,6	8 105,6

La société Coheris InfoCat Ltd a été cédée durant l'exercice 2009.

Immobilisations incorporelles

a) Valeurs brutes :

	31/12/2008	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Frais de recherche et de développement	15 376	2 192	201	17 367
Concessions, brevets	1 162	16	426	752
Autres	16			16
Total	16 554	2 208	627	18 135

Les frais de recherche et développement sont liés aux investissements sur les produits Coheris CRM (gamme de logiciels dans le domaine du CRM orientés service client et Marketing), Coheris Harry (gamme de logiciels de Business Intelligence), Coheris FDV (gamme de logiciels dans le domaine du CRM orientés automatisation des Forces de Vente) et Coheris SPAD (gamme de logiciels de Datamining et Data Quality Management).

b) Amortissements :

	31/12/2008	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Frais de recherche et développement	11 344	2 654	198	13 800
Concessions, brevets	1 102	59	426	735
Autres	16			16
Total	12 462	2 713	624	14 551

c) Valeurs nettes :

	31/12/2008	31/12/2009
Frais de recherche et développement	4 032	3 567
Concessions, brevets	60	17
Autres		
Total	4 092	3 584

Les échéanciers d'amortissements des frais de recherche et développement sont les suivants par gamme de produits :

	Valeur nette au 31/12/2009	Amortissement N+1	Amortissement N+2	Amortissement N+3
Coheris CRM	1 741	887	618	236
Coheris FDV	1 192	648	396	148
Coheris Harry	935	503	309	123
Coheris SPAD	592	347	195	50
Impact CIR	- 893	- 487	- 305	- 101
Total Frais de Recherche et développement	3 567	1 898	1 213	456

4.4.4.2. Immobilisations corporelles

	31/12/2008	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Valeur brute	3 187	-79	269	1 128	2 249
Amortissements	2 621	-72	292	1 067	1 774
Valeur nette	566	-7	-23	61	475

4.4.4.3. Actifs financiers

a) Valeurs brutes :

	31/12/2008	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Titres non consolidés	35			35
Autres actifs	477	156		633
Total	512	156		668

Les titres non consolidés sont ceux des sociétés suivantes :

Participations Non consolidées	Capital (en k€)	Réserves et Ran	Résultat 2009	Quote part capital détenu	CA HT 2009	Valeur brute des titres (en k€)
Wap Corp	600	(nd)	(nd)	1%	(nd)	26
ABSO+	10	(nd)	(nd)	1%	(nd)	1

Les autres actifs financiers correspondent essentiellement à des dépôts de garantie sur locations immobilières.

Provisions :

	31/12/2008	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Titres non consolidés	26			26
Autres immobilisations				
Total	26			26
Valeur nette	486			642

4.4.4.4. Actifs d'impôts différés

	31/12/09	31/12/08
Sur IFC	63	91
Sur Frais d'acquisitions de titres FDV	34	68
Sur autres décalages temporaires	90	70
Sur déficits fiscaux activés	78	83
Sur crédit baux	9	8
Total	274	320

4.4.4.5. Créances d'exploitation

4.4.4.5.1. Créances clients et comptes rattachés

Elles sont présentées nettes de provisions qui sont de 733 k€ sur les créances clients (536 k€ en 2008).

Les créances clients se décomposent comme suit par date d'échéance :

	Total	Non échues	< 3 mois	3 -12 mois	> 1 an
Créances clients brutes	11 366	3 935	4 958	1 255	1 219
Dépréciation	- 733				- 733
Créances clients nettes	10 633	3 935	4 958	1 255	486

4.4.4.5.2. Autres créances

	31/12/09	31/12/08
Avances fournisseurs	89	180
Impôt sur les bénéfices	686	1 539
Taxe sur la valeur ajoutée	265	298
Charges constatées d'avance	375	502
Divers	592	223
Total	2 007	2 742

Le poste impôt sur les bénéfices correspond principalement aux crédits d'impôts recherche et aux acomptes versés sur l'exercice.

4.4.4.6. Trésorerie et équivalents trésorerie

	31/12/09	31/12/08
VMP (Sicav monétaires en euro)	13	203
Comptes bancaires	5 475	1 924
Total	5 488	2 127

4.4.4.7. Provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Dotation	Reprise		A la clôture
			Avec utilisation	Sans utilisation	
Indemnités de départ à la retraite	272			82	190
Autres	110	180	72		218
Total	382	180	72	82	408

Les autres provisions se rapportent à des litiges commerciaux ou prud'homaux.

Un litige opposant la société à un ancien dirigeant de filiale n'a pas fait l'objet de provision compte tenu de l'appréciation du risque par la société. Les procédures en cours ne remettent pas en cause cette appréciation.

4.4.4.8. Passifs financiers

	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	177	103	74	
Autres dettes financières	411	411		
Total	588	514	74	

4.4.4.9. Passifs d'impôts différés

	31/12/09	31/12/08
Sur frais de Recherche et Développements	906	989
Sur provision pour titres auto détenus	27	105
Total	933	1 094

4.4.4.10. Autres dettes

Les principaux postes sont les suivants :

	31/12/09	31/12/08
Personnel	1 470	1 796
Organismes sociaux	1 511	2 085
Taxes sur le chiffre d'affaires	1 969	2 873
Impôts sur les bénéfices	406	201
Autres impôts et taxes	360	466
Produits constatés d'avance	3 581	4 976
Dette sur titres Coheris Harry		1 342
Autres	253	159
Total	9 550	13 898

4.4.4.11. Chiffre d'affaires

La répartition du chiffre d'affaires par nature est la suivante :

	31/12/09	31/12/08
Licences internes	4 599	5 367
Licences externes	310	631
Maintenance	7 208	7 166
Prestations associées	9 287	9 358
Total	21 404	22 522

La ventilation du chiffre d'affaires s'établit comme suit par pays d'origine de facturation :

	31/12/09	31/12/08
France	21 053	22 173
Suisse	351	349
Total	21 404	22 522

4.4.4.12. Effectif et charges de personnel

Au 31 décembre 2009 l'effectif est de 209 collaborateurs. En moyenne sur l'année, l'effectif a été de 289 collaborateurs, auxquels s'ajoutent 5 sous-traitants équivalent temps plein.

La répartition de l'effectif au 31 décembre 2009 par qualification est :

Directeurs	16
Cadres	170
AM et employés	23
Total	209

La participation et l'intéressement des salariés comptabilisés sur l'exercice s'élèvent à 176 K€ et figurent en frais de personnel.

Le Comité Exécutif comprend 7 directeurs au 31 décembre 2009.

La rémunération allouée aux membres du Comité Exécutif par la société pour la période pendant laquelle ils ont fait partie de celui-ci a été de 890 K€.

Les charges de personnel comprennent un produit de 22 K€ liés aux paiements fondés sur des actions en 2009.

4.4.4.13. Résultats des activités cédées

Au cours du 2^{ème} semestre 2009, Coheris a procédé à des cessions d'activité et une cession de titres de société (cf. 1.3.1.2).

La rubrique « Résultats des activités cédées » correspond pour :

- 2009 à la contribution aux résultats du Groupe du 1^{er} janvier 2009 à la date de sortie (Revenus – charges affectables aux activités) augmenté du prix de cession pour les branches d'activité ou du résultat de consolidation pour la cession de titres,
- 2008 la contribution aux résultats du Groupe du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 (Revenus – charges affectables aux activités).

Le tableau ci-dessous présente le détail de l'impact des activités cédées au cours de 2009 au résultat :

Rubrique "Résultat des activités cédées"	
Contribution au résultat de la période	-571
Prix de cession et résultat de déconsolidation	1 218
Résultat des activités cédées	647
Impact à la rubrique "Charges d'impôt"	
Contribution au résultat de la période	-168
Prix de cession	460
Impact IS au résultat 2009	292

Au niveau du tableau de flux de trésorerie, s'agissant principalement de la cession de fonds de commerce, l'ensemble des actifs et passifs nés antérieurement à la cession ont été conservés par Coheris.

De ce fait, l'impact des cessions sur les flux de trésorerie liés à l'activité sont non significatifs.

Concernant les flux liés aux opérations d'investissements, l'impact correspond aux paiements des prix de cession perçus par Coheris au titre de 2009 et figure à la rubrique « Encaissement liés aux cessions d'immo. Corp. et Incorp. » pour un montant de 976 K€.

4.4.4.14. Impôt sur les sociétés

Il se décompose comme suit :

Impôt dû	-839
Impôt différé	114
Total	-725

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective s'explique comme suit (en k€) :

Charge d'impôt théorique	781
Impact des charges définitivement non déductibles	44
Impact des distributions	24
Résultat Infocat non taxable	-113
Divers	-11
Charge d'impôt effective	725

Coheris SA et Coheris Rhône Alpes sont fiscalement intégrées.

Les crédits d'impôt recherche 609 K€ en 2009 et 609 K€ en 2008 ont été enregistrés en diminution des frais de recherche et développement à l'actif du bilan.

4.4.4.15. Engagements hors bilan

Coheris a adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux, sans limitation de montant ni de durée.

4.4.4.16. Politique et gestion des risques

Les risques auxquels la société peut être confrontée sont présentés ci-dessous

Risque client

Coheris a plus de 1200 clients toutes activités confondues. Les 10 clients les plus importants représentent 32 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Dans ces conditions, Coheris, n'est pas dépendant d'un client particulier.

En ce qui concerne les risques de défaillance financière, les clients de Coheris sont essentiellement des grandes entreprises qui ne présentent pas de risque de ce type.

Risque de taux

Échéancier des actifs et des dettes financières.

	A 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Actifs financiers	5 488	642	
Passifs financiers	-514	-74	
Position nette avant gestion	4 974	568	
Hors bilan			
Position nette après gestion	4 974	568	

1 point de variation des taux court terme impliquerait une variation de 54 K€ des produits financiers nets de frais sur l'exercice à venir. Le coût de l'endettement financier s'est élevé à 25 K€ sur l'exercice 2009. De part sa faible exposition au risque de taux, la société n'a pas jugé utile de mettre en place de méthode de gestion de ce risque.

Risque de change

L'exposition du Groupe au risque de change est constituée principalement des ventes négociées en CHF avec les clients de la société Coheris Switzerland diminuées des dépenses et d'éventuels investissements et remboursements d'emprunts dans cette devise.

La position nette des actifs réalisables diminuée des passifs exigibles au 31/12/2009 est de 56 KCHF.

Compte tenu de cette faible exposition en devise, la société n'a pas mis en place de méthode de suivi et de gestion de ce risque.

Risque de liquidités

Tableau synthétique recensant l'ensemble des dettes financières auprès d'établissement de crédit par catégorie, par devise :

Type d'emprunt	Montant initial en k€	Échéance	Nature du Taux	Existence de couvertures	Capital restant dû au 31/12/2009 en k€
Emprunt bancaire	150	2013	Fixe	NON	80
Emprunt bancaire	125	2011	Fixe	NON	42
Découvert bancaire	0	Na	Na	Na	
Total	275				122

Par ailleurs, la société dispose d'une trésorerie de 5 488 k€ au 31/12/2009, par conséquent le risque de liquidités est non significatif.

4.4.4.17. Litiges

Les litiges ont fait l'objet de provisions en fonction du risque estimé.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige dont le risque envisagé nécessiterait un provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/09.

4.4.4.18. Options de souscription d'actions

L'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1999 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscriptions d'actions. Le nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2009 est de 29 475 actions.

Le tableau ci-dessous présente le détail des actions pouvant être souscrites :

Date d'attribution des options de souscription d'action	Nombre d'actions	Valeur d'exercice (€)	Dates d'exercice
05 août 2004	21 975	4,42	Du 06 août 2008 au 05 août 2011
04 mai 2006	7 500	7,18	Du 04 mai 2010 au 03 mai 2013
Total	29 475		

4.4.4.19. Proposition d'affectation du résultat

La proposition d'affectation du résultat sera fixée lors du Conseil d'Administration du 29 avril 2010 et sera communiquée avec la convocation à l'Assemblée Générale du 23 juin 2010.

5. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Conformément au règlement de la COB n° 2002-06, Coheris présente ci-dessous le montant des honoraires versés aux Commissaires aux Comptes et aux membres de leurs réseaux pour les deux derniers exercices.

	MAZARS				EREC			
	2009		2008		2009		2008	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	57	100	67	100	49	100	49	100
Autres prestations	0		0		0		0	
Total	57	100	67	100	49	100	49	100

6. Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Coheris, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

La note 1.2.1.3 de l'annexe aux comptes sociaux décrit les « Règles et méthodes comptables » retenues par la société, en particulier en ce qui concerne l'évaluation des immobilisations incorporelles et financières et la prise en compte du chiffre d'affaires. Pour ces éléments nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues et vérifier le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Courbevoie et Boulogne Billancourt, le 30 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Versailles

MAZARS

EREC ASSOCIES

Raymond PETRONI

Didier LECHEVALIER

7. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Coheris, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3.3. de l'annexe présentant les effets sur les comptes consolidés de votre société du changement de méthode concernant la comptabilisation du crédit d'impôt recherche.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

La note 1.3.3. de l'annexe aux comptes consolidés expose le changement de méthodes comptables intervenu au cours de l'exercice suite à l'application de la norme IAS 20 et un avis de la CNCC du 1^{er} décembre 2008, le Crédit Impôt Recherche a été traité comme une subvention à compter de l'exercice 2009. Conformément à la norme IAS 8, l'information comparative relative à l'exercice 2008, présentée dans les comptes consolidés, a été retraitée pour prendre en considération de manière

rétrospective l'application de cette norme. En conséquence, l'information comparative diffère des comptes consolidés publiés au titre de l'exercice 2008.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné le correct retraitement des comptes de l'exercice 2008 et l'information donnée à ce titre dans la note 1.3.3 aux comptes consolidés.

La note 1.3.2.3 de l'annexe expose les « Méthodes comptables » retenues par le groupe pour l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et la prise en compte du chiffre d'affaires.

Dans le cadre de notre appréciation de ces éléments, nos travaux ont consisté à vérifier leur caractère approprié, à apprécier les données et les hypothèses retenues et à vérifier le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Courbevoie et Boulogne Billancourt, le 30 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Versailles

MAZARS

Raymond PETRONI

EREC ASSOCIES

Didier LECHEVALIER